

# Grèves, manifs, blocages NE RIEN LÂCHER JUSQU'AU RETRAIT ! IL NE RECULE PAS...

La semaine du 12 au 19 octobre a marqué un tournant dans la mobilisation. Aujourd'hui, une victoire contre le gouvernement est possible.



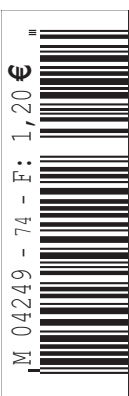
## IL S'ENFONCE !

Après le succès des manifestations du samedi 16 octobre, la grève du 19 a de nouveau été un succès. Avec à chaque fois plusieurs millions de manifestants, c'est la confirmation d'un mouvement profond qui traverse l'ensemble du pays. Une réforme impopulaire à plus de 70% ne peut qu'encourager celles et ceux qui luttent, pousser les autres à participer aux manifestations ou à soutenir le mouvement. Le 7 septembre, les manifestations étaient surtout un moyen de marquer son mécontentement, mais il manquait encore la confiance suffisante à une échelle large pour se dire qu'il était possible de gagner.

Petit à petit, les choses ont changé, la force du nombre dans les manifestations, les grèves bien suivies, les discussions entre collègues ont redonné du courage. L'arrogance du pouvoir a fini de convaincre les plus timorés qu'il était nécessaire de riposter, de ne pas se laisser faire. Car il y a dans le mouvement en cours une force qui ne se mesure pas seulement par le nombre de manifestants, mais quelque chose de profond : l'idée que « le bon droit », la légitimité sont de notre côté et que « si nos poches sont vides, la coupe est pleine ». Il est temps de relever la tête, il s'agit là d'une question de dignité. Cette prise de conscience se fait au rythme des grèves et des

journées de mobilisation, mais à chaque fois il apparaît de plus en plus évident que des journées d'actions espacées ici et là ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. De fait, on n'a jamais autant discuté de grève reconductible que ces dernières semaines, au point que 61% des sondés se disent favorables à des grèves prolongées ! Il manque juste... les directions des confédération syndicales qui, si elles sont poussées par le mouvement, se gardent bien d'appeler à la grève générale pour obtenir le retrait de la loi !

SUITE PAGE 2





**Agenda**

**21 octobre, Rencontre avec David Hervey, Paris.**

À l'occasion de la parution de *Géographie et capital* et *Le nouvel impérialisme*, les éditions Les Prairies ordinaires et les éditions Syllepse ont le plaisir de vous convier à une rencontre avec leur auteur, David Harvey, théoricien de la « Radical Geography ». Avec le soutien de Actuel Marx, ContreTemps, le Genre urbain, Séminaire Marx du 21<sup>e</sup> siècle, Société Louise-Michel. RV à 18h30 à l'École d'architecture de Paris, 60 bd de la Villette, Paris 19<sup>e</sup> (M° Belleville ou Colonel-Fabien).

**21 octobre, réunion publique NPA, Montpellier.**

Réunion publique spéciale « mouvement social ». RV au local du NPA 34, 14, rue du Commerce, Montpellier.

**22 octobre, solidarité femmes, Montpellier.**

Soirée-débat sur le thème « La solidarité avec les femmes dans les pays en conflits », organisée par la Marche mondiale des femmes et l'association Citoyennes maintenant. Avec Joëlle Sembizaba, Raymond Kimina Assumani, Ritta Baddoura, et le soutien du Centre de documentation du Tiers-Monde et de la Librairie Sauramps. RV de 18 à 23 heures, salle Pétrarque, 1, rue de l'Embouquet-d'or, Montpellier.

**22 octobre, avortement, Paris.**

Meeting pour le droit à l'avortement et contre le démantèlement de l'hôpital public. RV à 19 heures à la bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, salle grande-Croizat.

**22 octobre, débat, NPA, Paris.**

Soirée-débat avec Alain Krivine organisée par le NPA Paris 11<sup>e</sup>. RV à l'Ageca, 177 rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup> (M° Alexandre-Dumas).

**25-26 octobre, marche sans-papiers, Creil.**

Les travailleurs sans papiers de Creil (Oise) organisent une marche de Creil vers la préfecture de Beauvais, pour alerter le préfet et les élus de l'Oise sur leur situation.

**30 octobre, Autre Grenelle de la mer, Penmarc'h (Finistère).**

Le NPA organise une rencontre sur la mer. De 10 heures à 18 heures, trois débats : la mer et l'industrie, la mer et la biodiversité, quel avenir pour les métiers de la pêche ? À 18h30, meeting avec Myriam Martin du comité exécutif du NPA. À 21 heures, concert avec HK et les Saltimbanks. RV salle Cap Caval.

**30 octobre, colloque Amérique latine, Paris.** Colloque « Lutte contre l'impunité en Amérique latine : hier et aujourd'hui » organisé par France Amérique latine (FAL) et l'Association d'ex-prisonniers politiques chiliens-France (AEXPPCH). RV à 9 heures à l'Assemblée nationale, 126, rue de l'Université. Inscriptions : 40ans@franceameriquelatine.fr

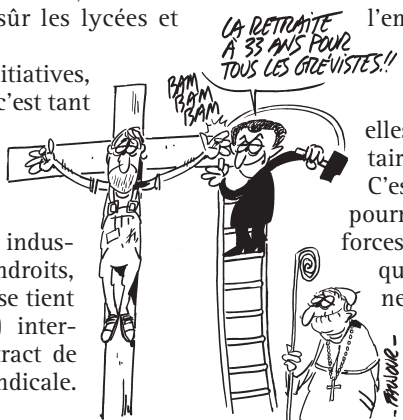


# Ne rien lâcher jusqu'au retrait !

SUITE DE LA PAGE 1

La grève du 12 octobre a vu plusieurs secteurs clés, notamment des transports (ports, SNCF, transports publics, secteur aérien) et de l'énergie (raffineries, centres EDF, etc...) se lancer ou amplifier des reconductions. Mais également une multitude d'endroits où la grève prend : dans des petites boîtes du privé par des arrêts d'une heure, dans des centres des impôts, de Pôle emploi, chez les communaux et autres employés territoriaux, la santé, La Poste, l'Éducation nationale, etc., et bien sûr les lycées et les facs.

On a rarement vu autant d'initiatives, ça bouge dans tous les sens et c'est tant mieux : manifés locales organisées en deux temps trois mouvements, rencontres entre salariés de différentes boîtes, blocages d'entrées de zones industrielles, etc. Dans certains endroits, comme au Havre, chaque soir se tient une assemblée générale (AG) inter-professionnelle qui édite un tract de la grève en lien avec l'intersyndicale.



Ailleurs, des AG de cheminots décident de se rendre sur les piquets des raffineries, des profs prennent la parole dans des AG de communaux, etc. C'est une sorte de reconstruction, le retour à des pratiques de lutte, d'organisations, nécessaires mais oubliées depuis trop longtemps.

Et en quelques jours, le climat a changé. C'est un tournant ! On sent partout que tout peut basculer, que la mobilisation peut l'emporter, qu'il y a une chance à saisir : que gagner c'est possible. Car s'il y a de nombreuses grèves ici et là, elles restent encore trop minoritaires, trop éparpillées.

C'est par la grève que nous pourrions peser dans le rapport de forces. Par celle-ci nous rappelons que c'est nous qui faisons tourner l'économie, que toutes les richesses sont le produit de notre travail. Et si, par la précarisation de plus en

plus forte, de nombreux salariés sont en difficulté pour faire grève (intérim, CDD, chômage, RSA, etc.), il est nécessaire de les associer au mouvement, notamment lors des actions de blocage.

Mais c'est la grève qui permet de bloquer l'économie, qui permet aux salariés de prendre le temps de se réunir, de s'organiser, d'aller à la rencontre d'autres travailleurs des entreprises voisines, de prendre leur lutte en main. Il faut s'atteler à cette tâche.

La fébrilité d'un gouvernement qui tape sur les jeunes et envoie les flics dans les raffineries, nous conforte dans l'idée qu'il ne faut rien lâcher. Il faut faire basculer dans la grève celles et ceux qui hésitent encore.

Et un rejet peut en cacher un autre : derrière celui de la réforme des retraites, c'est le rejet de Sarkozy et de sa politique au service des capitalistes qui est visée.

Cette crise sociale et politique, ce mouvement profond, appellent à la démission des Sarkozy, Fillon et autres Woerth ! Qu'ils dégagent !

**Basile Pot**

## regards

### Libérez Jean-Marc Rouillan !

*Condamné en 1989 à la prison à perpétuité, dont dix-huit ans de sûreté, pour les meurtres de Georges Besse et René Audran, Jean-Marc Rouillan est finalement sorti de prison en octobre 2007. Mais au prétexte fallacieux d'une interview accordée à l'Express en 2008, il est de nouveau incarcéré. Voilà deux ans qu'il fait les frais d'une vengeance d'État à l'encontre des militants d'Action directe. De sa cellule, il a rédigé une lettre où il revient sur son engagement et sur la lutte révolutionnaire.*

**D**eux années d'emprisonnement pour une phrase dans une interview. Qui n'annonce aucune dévastation apocalyptique. Même pas sulfureuse. Une phrase que la cour d'appel a qualifiée d'« ambiguë ».

Deux années d'emprisonnement pour des mots... Moi qui, à la sortie de Mai 68, aie fait le choix des armes et de l'action révolutionnaire, me voici, à 58 ans, incarcéré, suprême ironie, « sur parole ».

Les magistrats de l'antiterrorisme donnent ainsi raison à l'adolescent que j'étais et qui, comme des milliers d'autres à travers l'Europe, avait fait ce choix en estimant qu'il était impossible d'agir en révolutionnaire dans les cadres de la politique bourgeoise. Pour nous, dans ce système, on ne parle librement qu'à la seule condition de balbutier les commandements des maîtres. Aveuglés par leurs certitudes réactionnaires, les juges parient sur la disparition sans retour d'une véritable opposition d'extrême gauche dans nos pays repus du malheur qu'ils causent ailleurs. Une opposition de classe capable de briser les appétits de prédateurs qui détournent les fruits du labeur des travailleurs. Une opposition conséquente en mesure de rallier le pôle politique des exploités.

Qu'on le veuille ou non, ma détention révèle les peurs qui hantent toujours les gouvernements des pays impérialistes. Leurs craintes du fantôme de la résistance. Ma détention résulte de la volonté d'anéantir toute trace d'une alternative radicale aux habitudes rituelles des pétitions et des manifés-promenades, au verbiage hémiplogique des « plus à gauche, tu meurs », aux actions sans lendemain et aux comédies de la rupture avec le système et ses supplétifs.

Malgré tout, la lutte continue : chaque combat, chaque escarmouche, chaque refus porte en son sein une alternative révolutionnaire. J'ai appris de nos défaites. Mais je ne me suis jamais dit qu'ils sont les plus

forts, qu'il n'y a plus rien à faire. Je n'ai jamais renoncé à diffuser notre expérience combattante. Et j'assume toute la responsabilité politique de nos actions passées.

Deux années d'emprisonnement pour des mots... Ma détention repose sur l'arbitraire. Qui est aussi le fruit « ordinaire » de la prolifération des lois et des décrets liberticides. Alors que les gouvernants organisent l'impunité des patrons voyous et des milliardaires voleurs, ils multiplient les lois durcissant le rapport de forces contre les exploités. Pas une année ne passe sans qu'on ne fasse voter en toute hâte (et souvent en catimini) une loi ou un amendement serrant encore la vis. Les tribunaux d'exception et les brigades antiterroristes encadrent l'autoritarisme de cet État policier. Ils en sont l'expression omnipotente. Et aujourd'hui les tribunaux « ordinaires » – qui expulsent les Roms et les travailleurs étrangers, qui innocentent les policiers assassins, qui emprisonnent par brassées le petit peuple des quartiers –, relayés par le cortège des brigades spéciales – qui contrôlent au faciès, fouillent, tabassent et jouent du Taser et du flashball –, font entrer l'arbitraire dans chaque relation « ordinaire » des plus pauvres avec l'État. Jusqu'où allons-nous accepter la dictature « ordinaire » de la droite extrême ? Cet État aurait-il cherché à donner un sens supplémentaire à ma vie militante qu'il n'aurait pu s'y prendre mieux ! Que je remercie en empruntant les mots du poète Heinrich Heine : « La haine de mes ennemis peut servir de garant que j'ai rempli jusqu'à ce jour cet emploi fidèlement et avec honneur. Je me montrerai toujours digne de cette haine. » Et pour conclure ce deuxième anniversaire, je remercie, du fond de ma cellule, tous les camarades, les amis et les inconnus qui incluent ma libération dans leur projet d'émancipation révolutionnaire.

**Jean-Marc Rouillan, centre de détention de Muret**



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)



# Qu'il cède ou qu'il parte !

Il y a quatre raisons à l'épreuve de force engagée par Nicolas Sarkozy contre le monde du travail, les jeunes et les retraités.

Le gouvernement se doit de donner des gages aux marchés financiers en réduisant les dépenses publiques, les dépenses sociales (la retraite aujourd'hui, la santé demain). Sinon la sanction des marchés tombera. D'où des plans d'austérité et la remise en cause du droit à la retraite partout en Europe.

En France, il s'agit aussi d'un vieux projet visant à changer les rapports de forces et la répartition des richesses en faveur des plus riches, de se débarrasser du « fardeau social et fiscal » conquis par les travailleurs en 1936 et à la Libération. De vaincre les secteurs résistants à l'offensive libérale depuis 1995 : cheminots, enseignants, étudiants...

Avec des pensions en baisse, c'est l'occasion pour des requins de la finance comme le propre frère du président, Guillaume Sarkozy, dirigeant du groupe Mederick, de profiter de la situation en proposant de l'assurance privée en lieu et place de la solidarité intergénérationnelle, s'assurant l'accès à des sommes colossales qui échappaient jusque-là à la finance. Enfin, l'enjeu pour Sarkozy est de rassembler le camp réactionnaire, de montrer sa force à dix-huit mois de l'échéance présidentielle.

C'est pourquoi nous n'avons jamais sous-estimé l'ampleur de l'épreuve de force en cours, une bataille qui induit beaucoup de rapports de forces futurs... mais dans laquelle les plans sarkozystes sont l'un après l'autre mis en échec !

La bataille d'opinion est perdue. En six mois, les forces du camp social ont réussi à battre en

brèche la fatalité de la remise en cause de la retraite à 60 ans malgré le rabâchage médiatique et le rouleau compresseur des idéologues bien-pensants. De même, l'hypocrisie d'une réforme censée « sauver le système par répartition » apparaît clairement aux yeux d'une population qui soutient aujourd'hui massivement la mobilisation.

## UN POUVOIR AUX ABOIS

Cette présidence apparaît désormais comme le gouvernement des riches, celui de Bettencourt, capable de tous les coups bas pour s'en sortir. La liste est longue : mensonges, intox, offensive sécuritaire et xénophobe, instrumentalisation d'une « menace terroriste », prétendues manipulations un jour par le PS, l'autre jour par le NPA, des

jeunes et des manifestants, brutalité et provocations policières, menaces de réquisition de salariés du privé, blocage de la justice, peur des jeunes. Tout y passe, toutes les vieilles recettes de la droite soumise à la pression populaire sont réveillées. Pourtant, Sarkozy n'a pas réussi à briser les résistances. Lui qui se vantait d'avoir rendu manifés et grèves invisibles, a été démenti par la rue. Non seulement les forces sont toujours là mais de nouvelles générations de jeunes et de salariés apparaissent pour mener le combat. Au contraire c'est dans son propre camp que son leadership est désormais entamé. Ces éléments expliquent la tentative de passage en force : pour l'heure, le pouvoir n'assume même pas la possibilité aux di-

rections syndicales les moins combatives de quitter le front syndical fortes de quelques concessions accordées par la négociation. Mais en s'y prenant ainsi, il prend le risque que la crise sociale devienne politique. Il utilise les armes de la V<sup>e</sup> République qui concentre les pouvoirs chez un seul homme en s'appuyant sur des assemblées élues par des modes de scrutin antidémocratiques. Des armes alliées à la force policière qu'entend faire jouer Sarkozy. Les seules, pourrait-on dire, tant la légitimité de ce pouvoir est désormais nulle. La victoire est possible : qu'il cède en retirant la loi sur les retraites ou qu'il cède sa place !

Pierre-François Grand



Par Guillaume Liégard

## Maintenant, on ne lâche rien ! On bloque tout !

Journée de mobilisation après journée de mobilisation, le mouvement contre la réforme des retraites continue de grandir. Celles et ceux qui manifestent représentent l'immense majorité de la population face à une minorité de privilégiés. La légitimité, le bon droit, sont dans la rue.

Avec les raffineries et les dépôts de carburants, un secteur clé de l'économie est paralysé. Le gouvernement, après avoir chanté « tout va très bien », panique, envoie les flics, prononce des réquisitions illégales. Loin d'intimider les grévistes, il ne fait que renforcer leur détermination. Les actions de blocage se multiplient dans les ports, les zones industrielles.

La mobilisation de la jeunesse se répand dans tout le pays. Là encore, le gouvernement a recours à la violence policière pour tenter de museler les jeunes. Mais chaque jour, ce sont plus de lycées bloqués et plus de lycéennes dans les rues. Alors, pour toutes celles et tous ceux qui participent aux manifestations mais hésitent encore à entrer dans la grève reconductible, c'est le moment ! Gagner maintenant, c'est possible !

Pour faire échec à ce gouvernement qui méprise et réprime, il faut être encore plus fort. Le vote de la loi par le Sénat n'y change rien. Tous ensemble, nous pouvons arrêter la circulation, bloquer l'économie car c'est notre travail qui la fait fonctionner. En quelques jours, on peut paralyser le pays et forcer le pouvoir à capituler. Celui-ci doit maintenant reculer ou partir.

Derrière la réforme des retraites se dessine un profond ras-le-bol de Sarkozy et de sa politique au service des capitalistes. Une crise sociale et politique, une révolte globale est en marche.

Le mouvement peut devenir suffisamment puissant pour remettre les pendules à l'heure, reprendre ce que les patrons nous ont volé sur nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail, récupérer nos services publics, notre protection sociale, etc. Ni négociable, ni amendable, retrait du projet de loi ! Sarkozy, Fillon, démission !

## leur monde...

**Rions un peu...** Sortir un canard qui s'appelle *J'aime ma boîte*, c'est déjà pas mal, mais publier le premier numéro en octobre, au moment où des millions de salariéES sont en grève et en manifestations, démontre un sens de l'humour certain. Mais là ne s'arrête pas l'ironie. Dans ce premier numéro, la rédaction dirigée par Sophie de Menthon, présidente de la Société de management des entreprises et ex-candidate à la présidence du Medef contre Parisot, nous donne tous les trucs et astuces pour bien se comporter en entreprise. Parmi les conseils, « Ne mettez rien à la bouche (mains, ongles, crayons, trombone...). Surveillez vos tics... ». Il faut également chasser le désordre : « l'ordre est l'acceptation d'un partage du travail et des responsabilités, l'ordre témoigne du respect des conventions sociales professionnelles... ». Mais il est aussi important d'avoir le bon look au bureau. Ainsi, les hommes

éviteront « d'utiliser un cure-dent en public ou de porter une cravate humoristique ou voyante, une gourmette épaisse ou encore des chemises à manches courtes (surtout avec une cravate) ». Quant aux femmes (qui peuvent sûrement utiliser des cure-dents), elles doivent « chasser les auréoles de transpiration sous les bras » et... faire attention à leur « tenue : la promotion en dépend ! ». Au fil des pages, on y trouve une interview de Nathalie Kosciusko-Morizet, de Serge Dassault, tous deux grands progressistes comme chacun le sait, et de Jean-Paul Huchon, président PS de la région Île-de-France qui déclare sans rire « Le rôle de la région est d'être au plus près des attentes des chefs d'entreprises. » Enfin, cerise sur le gâteau, la rubrique « à méditer » nous expose à quel point « partager le travail pour partager les richesses » est « une vraie fausse bonne idée ». En clair, une mauvaise idée

car « l'économie se moque bien de la morale ». Une lecture enrichissante et qui réserve quelques fous rires salutaires.

**Pris la main dans la Corbeil.** Au pays de Serge Dassault, il est tout naturel de payer ses électeurs ou d'embaucher des marchands de voix pour se faire élire. Ainsi, Mamadou, un habitant du quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonne, affirme, preuves à l'appui, avoir touché 100 000 euros pour avoir fait campagne en 2009 pour la liste UMP de Jean-Pierre Bechter, candidat « remplaçant » de Dassault, déjà inéligible pour cause de « don en argent ». Déjà... ou encore, tant les magouilles du marchand d'armes et patron du *Figaro* sont monnaie courantes et ne datent pas d'aujourd'hui. Le système Dassault fut initié par son père, « Tonton Marcel », qui arrosait lui aussi partout à la ronde pour s'assurer élection,

réélection, et plaques à son nom. Après l'invalidation de l'élection municipale de 2008, puis de celle de 2009, les Corbeil-Essonnois seront de nouveau appelés aux urnes. Quel pantin Dassault va-t-il présenter à sa place, cette fois-ci ? Payer les électeurs des quartiers populaires lui suffira-t-il pour se faire réélire à quelques voix près ? La suite au prochain épisode.

Partagez vos analyses, vos indignations à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

ou par courrier :  
Rédaction Tout est à nous !  
2, rue Richard-Lenoir  
93108 Montreuil Cedex

en bref...

**Monoprix mais miniprix sur les salaires.**

Des caissières et des placiers en grève ont campé durant trois semaines dans les magasins du groupe Casino à Marseille, dans le chaudron social.

Au rayon alimentaire de Monoprix, c'est le vide. Dehors, les caissières, sont en grève depuis dix-huit jours. Sur trois sites, une grève a éclaté. Si les revendications concernant les salaires et les contrats de travail sont au cœur de cette affaire comme dans toute la distribution, il y a au magasin de la Canebière un conflit engrené par des cadres odieux avec le personnel. Une gréviste qui a repris son poste avant la fin du conflit est en maladie, « pourrie » par un des sous-directeurs qui l'a reçue avec violence. Grâce à la grève, un des cadres a été muté.

Embauché depuis huit ans, Mickael gagne 1 050

euros par mois pour 35 heures. Autant que Nadine, en caisse depuis dix-huit ans. L'ancienneté est reconnue mais comme un handicap. Monoprix se pavane avec « une politique salariale motivante » : « Tu touches une prime si tu remplis le rayon correctement : 75 euros le trimestre mais si tu manques un seul jour, tu la perds ! » Monoprix appartient depuis 2007 à 50% à Casino, le groupe présidé par Jean-Charles Naouri qui possède les magasins Spar. Samie « n'attend plus rien de son entreprise » à qui elle reproche ses méthodes « psychologiques, ses techniques de management intrusifs ».

Probablement jalouse de ne toucher que le Smic alors que son grand patron, ancien directeur de cabinet de feu Pierre Bérégovoy, vivote avec 452 millions d'euros.

À Monoprix Canebière, les ordures sont deux

cadres, comme l'expliquent les salariés à bout. Nadine a porté plainte pour harcèlement et depuis son chef s'est calmé : « Je suis prise en grippe, mais depuis que j'ai porté plainte contre elle, elle m'a lâchée ». Côté vitrine la direction a choisi les prix élevés : même produits mais avec des emballages riches, et un rayon bio et équitable. Côté rayons, la politique salariale sent l'inertie, petits contrats étudiants, horaires variables, CDD. La grève a permis de faire cesser les contrats de 30 heures par mois.

Au Monoprix Prado, un client tourne autour du braséro où chante la chorale la Lutte enchantée : « Les cadres ont des places de parking, pas les petites mains qui prennent des amendes. » Sur ce plan les grévistes ont gagné. « Ce sont des combattants. C'est éprouvant de supporter ceux qui ne font pas grève. Je me souviens, j'avais

félicité le directeur pour la bonne ambiance, le lendemain c'était la grève ! »

**Rectificatif Opel Anvers.** Dans *Tout est à nous !* n°73, nous annonçons la fermeture de l'usine Opel d'Anvers pour la fin de l'année que vient de décider General Motors, faute de repreneur. Mais la manifestation dont il est question a eu lieu en septembre 2009 et non pas en septembre 2010. Nous adressons toutes nos excuses aux lecteurs pour cette erreur.

SNCF

## Voie libre pour la grève reconductible !

*Les cheminots déterminés poursuivent la grève, votée majoritairement par les roulants.*

Depuis la forte journée de grève du mardi 12 octobre, où 53,8% des cheminots, tous collèges confondus, ont cessé le travail selon le décompte de la CGT, les cheminots poursuivent la grève. Celle-ci se maintient à des taux très élevés chez les roulants (conducteurs, contrôleurs) pour qui la direction est obligée de reconnaître une participation majoritaire à la grève reconductible dans la plupart des régions. Dans les services sédentaires, les taux de grévistes sont plus fluctuants. Un fort rebond du taux de grève était attendu dans l'ensemble des services pour le nouveau « temps fort » interprofessionnel du mardi 19 octobre. Dans bien des endroits, la participation aux assemblées générales est plus forte qu'au premier jour du conflit et les cheminots sont nombreux à grossir les rangs des manifestations à l'appel des organisations syndicales.

Il ressort des discussions dans les assemblées générales un ras-le-bol qui va bien au-delà du rejet du projet de loi sur les retraites. À l'image de ce qui se passe dans l'ensemble du monde du travail, c'est une contestation globale de toute la politique de casse sociale menée contre la classe ouvrière qui s'exprime et s'enracine. La conscience qu'un « tous ensemble » est nécessaire pour faire plier le gouvernement est largement acquise chez les cheminots en grève.

De ce point de vue, la grève dans les raffineries, l'entrée en jeu de la jeunesse des lycées et des universités, la mobilisation croissante des routiers, les débrayages dans plusieurs entreprises du privé, confortent la combativité des cheminots. Bien souvent, des actions sont organisées en commun avec ces autres secteurs : assemblées générales parfois communes, manifestations unitaires, blocages de points stratégiques, visites de délégations de grévistes, etc.

C'est l'une des caractéristiques les plus prometteuses de la grève en cours : les cheminots sont sortis de l'isolement qu'ils ont pu connaître lors de précédents conflits. Des contacts et noyaux militants se constituent au-delà des divisions sectorielles. Le « tous ensemble » nécessaire pour gagner prend forme. À l'heure où sont écrites ces lignes, nous ne savons pas quelles seront les suites à la journée du 19 octobre décidées par l'intersyndicale. Ce que nous savons en revanche, c'est que dans bon nombre d'endroits, les cheminots se sont donné des points d'appuis sérieux pour organiser eux-même la poursuite et l'extension de la grève à d'autres secteurs.

**Axel Persson**



## Attention, répression !

*Avec l'entrée des jeunes dans le mouvement contre la réforme des retraites, le gouvernement renforce sa politique sécuritaire et policière. Toute forme de contestation est chaque jour plus criminalisée.*

On a l'habitude. Depuis plusieurs années maintenant, la répression s'abat systématiquement sur les acteurs et les actrices du mouvement social. Avec Sarkozy au pouvoir, on ne peut plus parler de dérive sécuritaire, mais bien d'un climat autoritaire renforcé par des politiques de plus en plus liberticides. Acculé, discrédité, le gouvernement craint plus que jamais l'irruption de la jeunesse dans le mouvement. À ses yeux, le seul moyen d'empêcher cela est de réprimer et d'envoyer « les forces de l'ordre » face aux lycéens comme face aux salariés. Il s'agit de faire peur, de dissuader par la brutalité policière et par des décisions de justice arbitraires, après des comparutions immédiates, condamnant des manifestants à des peines de prison ferme, comme à Saint-Nazaire, par exemple, il y a trois semaines.

Il s'agit de casser toute action des grévistes en envoyant les CRS lever des blocages ou en laissant la Brigade anticriminalité (BAC) provoquer et matraquer à outrance. Ces derniers utilisent des méthodes de voyous pour piéger les manifestantEs, jeunes ou non. Mais la répression s'est particulièrement déchaînée lorsque les lycéens ont débrayé massivement. De Lyon à Chambéry, en passant par Rennes, Saint-Denis ou Montreuil, il a suffi que les jeunes fassent grève ou bloquent leurs établissements pour que la police intervienne automatiquement et brutalement. Parfois, elle est présente avant même que les élèves arrivent dans leur lycée, comme ce fut le cas vendredi 15 octobre au matin, à la suite d'un ordre donné aux préfets par Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur. Son objectif n'était aucunement d'assurer « la sécurité », comme

on a pu l'entendre de la bouche de ces policiers, mais bien d'empêcher toute nouvelle initiative des lycéens grévistes. Cette présence et cette répression policière ont inévitablement des conséquences dramatiques : le tir de flashball qui a démolit le visage d'un lycéen de Montreuil en est la triste démonstration. Ce grave incident a, à juste titre, ému et indigné la majorité de l'opinion. Même si le préfet de Seine-Saint-Denis et Brice Hortefeux ont demandé de la « retenue » aux policiers, il n'empêche que ces derniers n'hésitent pas à arrêter, à blesser, qui des lycéens, qui des syndicalistes, c'est-à-dire ceux et celles qui osent remettre en question l'ordre établi. Ces attitudes sont en réalité largement encouragées par le ministère de l'Intérieur et par l'exécutif. Cette répression s'accom-

pagne d'un discours inacceptable sur cette jeunesse à qui on accole un seul qualificatif, dangereuse, à qui on refuse tout droit et surtout celui de réfléchir et d'agir. Pour la droite réactionnaire et autoritaire, un jeune peut être pénalement responsable à 13 ans mais n'a pas le droit d'avoir des idées politiques à 16. Le vieil adage gaulliste « soit jeune et tais-toi » pourrait bien s'appliquer à l'ère sarkozyste. À l'heure où sont écrites ces lignes, de nombreuses arrestations ont déjà eu lieu. Le NPA exige que les manifestantEs arrêtés soient relâchés sans poursuite et que les policiers auteurs de violence soient eux sanctionnés.

**Myriam Martin**





Sukkur, Pakistan, le 16 septembre. Des réfugiés attendent l'aide humanitaire. (REUTERS/AKHAR SOOMRO)

## L'enfer sous terre, le profit... sur terre

CHILI. La mésaventure et le courage des 33 mineurs qui ont passé 70 jours enterrés à la suite d'un éboulement dans la mine de San José (nord Chili) ont fait le tour du monde. Mais la solidarité populaire a été largement instrumentalisée par le gouvernement de Sebastian Piñera.

Le président du Chili, Sebastián Piñera, l'ultra-libéral « Berlusconi chilien », élu en janvier 2010, est un habitué des médias et un multimillionnaire qui entend gérer le Chili comme ses entreprises. Les « 33 » (32 Chiliens et un Bolivien) ont été proclamés « héros du bicentenaire de l'indépendance » avec une débauche de discours patriotiques et de drapeaux nationaux. Le gouvernement a transformé leur sauvetage, suivi en direct par des millions de personnes, en un show impressionnant : plus de 1 700 journalistes du monde entier présents sur le « campement de l'espoir » et, deux mois durant, le ministre des Mines et ex-dirigeant de la filiale chilienne d'Exxon Mobil, a joué l'animateur vedette. Mais le jour J, c'est Piñera qui était sous le feu des caméras. Une bonne opportunité pour redorer le blason d'une droite marquée par ses liens avec la dictature du général Pinochet (1973-1989), juste avant la tournée européenne du président. Celui-ci ne s'y est pas trompé en déclarant : « Le Chili sera désormais reconnu non pour Pinochet, mais comme un exemple d'unité, de leadership, de courage, de foi et de réussite ».

Mais derrière ce voile médiatique, il y a les terribles conditions de travail des mineurs et l'exploitation forcée des richesses naturelles. 58% des exportations sont liées à la mine. Le Chili produit 40% du cuivre mondial et, si l'entreprise publique Codelco domine encore le secteur, Pinochet a ouvert les portes aux capitaux privés transnationaux ou locaux. Ce modèle a ensuite été poursuivi avec entrain pendant vingt ans, de 1990 à 2010, par les gouvernements sociaux-libéraux de « la Concertation ».

Tout a été fait pour passer sous silence les causes réelles de l'accident. Les plaintes des familles contre les propriétaires de San José, les mobilisations des mineurs restés dehors, les déclarations de la Confédération minière du Chili qui regroupe 18 000 syndiqués, ont été systématiquement marginalisées. Dans la région d'Antofagasta, 277 gisements sur 300, dont celui de San José, sont exploités sans être aux normes. Et il n'y a que seize inspecteurs pour contrôler plus de 4 000 mines dans tout le pays !

Cette exploitation éhontée du travail touche d'ailleurs tous les secteurs de l'économie. 443 personnes sont décédées à la suite d'un accident du travail en 2009, pour une population active de moins de 7 millions. Lorsqu'il est sorti de la mine, Luis Urzúa, fils d'un dirigeant syndical communiste disparu durant la dictature, a déclaré : « J'espère que cela n'arrivera plus jamais ».

Ces dernières années, les luttes étudiantes et les grèves de travailleurs se sont multipliées, notamment chez les mineurs travaillant en sous-traitance pour les grandes entreprises. Dans le Sud, les Indiens mapuches mobilisés et en grève de la faim montrent aussi la voie. L'approfondissement de cette dynamique, dans une perspective indépendante des sociaux-libéraux, est une des conditions indispensables à la construction d'un projet alternatif au capitalisme néolibéral et à l'intégration du Chili dans une dynamique régionale de changements démocratiques.

**Franck Gaudichaud**

## La solidarité dans la durée

PAKISTAN. Le Comité de secours populaire poursuit son aide aux victimes des inondations du mois d'août. Une vaste mobilisation est aussi engagée pour exiger l'annulation de la dette du Pakistan.

Comme le titrait un article du Monde du 30 août, après les inondations « au Pakistan, l'aide [officielle] ne parvient pas aux plus pauvres », « les ouvriers agricoles sont livrés à eux-mêmes ». Aujourd'hui encore, le calvaire des réfugiés climatiques est loin d'être surmonté. Les enfants sont particulièrement vulnérables – selon l'Unicef, ils étaient plus de 10 millions à avoir été affectés, dont 2,8 millions ayant moins de 5 ans.

Le Comité de secours populaire (Labour Relief Committee, LRC) s'attache à aider les laissés-pour-compte de l'aide officielle dans huit districts de quatre provinces (Nord-Ouest, Baloutchistan, Sind et Penjab). Il a acheminé une aide d'urgence (nourriture, biens divers, médicaments, vêtements...) à 13 000 sinistrés (y compris 80 familles de réfugiés afghans). Puis, les eaux se retirant, il a engagé un travail dans la durée, recensant les besoins et définissant des objectifs prioritaires de reconstruction. Il a créé deux cuisines communautaires prévues pour fournir chacune des repas à 750 personnes pendant trois mois. Il contribue à la reconstruction d'habitations. Il a, à ce jour, levé plus de 11,5 millions de roupies

– au Pakistan même, ainsi qu'à l'étranger – soit quelque 100 000 euros.

Pour soutenir ces activités, l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) a envoyé 6 100 euros au LRC : 3 000 euros provenant d'Allemagne, 400 des Pays-Bas et 2 700 de France. Transcrite en roupies pakistanaises, la somme est loin d'être négligeable (730 000 pkr) ; surtout, nous participons à un effort international collectif qui permet de rassembler des montants importants. Mais il est possible de faire mieux, en France notamment, et nous en appelons toujours à la solidarité ! Le LRC est aussi à l'initiative d'une importante mobilisation pour exiger, en ces temps de catastrophe, l'annulation de la dette du Pakistan. La population est en effet victime d'une double peine : les inondations et les intérêts de la dette qui ne cesse d'augmenter ; les institutions financières internationales prétendant faire œuvre de solidarité en se contentant d'augmenter les prêts ! Une large coalition de forces politiques, syndicales et associatives est engagée sur ce front de lutte. Des manifestations se sont déjà déroulées à Karachi, Lahore et Islamabad. En ce domaine notamment, le LRC bénéficie de soutiens actifs, dont ceux du

CADTM (Belgique) ou de la campagne Jubilee Sud.

Le LRC combat aussi pour la reconnaissance des droits sur leurs terres des paysans sinistrés dans le Sind et prépare à cette fin une conférence en novembre. Tout en développant des réseaux de volontaires dans la jeunesse, il prévoit la création d'écoles pour les enfants, de centres de formation et de coopératives pour les femmes travaillant à domicile, ainsi que des coopératives pour ouvriers agricoles, ou l'aide à la reconstruction d'infrastructures rurales dans la vallée de Swat où les dommages de guerre s'ajoutent aux désastres naturels.

Le Comité de secours populaires combine ainsi aide d'urgence, reconstruction, défense des droits sociaux et environnementaux des populations laborieuses.

**Pierre Rousset**

1. Chèques à l'ordre d'ESSF. Envoyer à : ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Des informations plus détaillées sont disponibles sur [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org) (rubriques 305 et 306).

## en bref...

**Angela Merkel franchit le Rubicon.** Le « multiculturalisme allemand a totalement échoué ». Derrière Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel, a rejoint le camp des dirigeants européens qui n'hésitent plus à attiser ouvertement la défiance raciste envers les immigrés d'une part et les musulmans d'autre part. En chute libre dans les sondages, à la veille de scrutins électoraux régionaux difficiles pour elle, elle reprend ainsi quasiment mot pour mot les propos de Sarkozy sur l'échec de la politique d'intégration. Mais elle avance encore d'un pas : « Nous nous sentons liés aux valeurs chrétiennes, celui qui n'accepte pas cela n'a pas sa place ici ». Sur ce sujet, le climat est actuellement détestable en Allemagne. Un responsable du parti social-démocrate, Thilo

Sarrazin, l'équivalent allemand de Georges Frêche, a écrit un pamphlet raciste contre les musulmans et déverse sa haine dans des débats télévisés. L'histoire se répète, avec un caractère pathétique pour ce qui concerne l'Allemagne : pour détourner la colère des masses touchées par la crise économique, ceux qui en sont responsables accusent des boucs émissaires. Il est vital que le mouvement citoyen, dont les luttes comme celle contre le projet de gare TGV de Stuttgart sont en plein essor, fasse échec par des manifestations à cette vague xénophobe.

**Turquie : solidarité avec la lutte des Kurdes.**

Le procès de 151 maires de communes et militants, accusés d'entretenir des liens avec le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), s'est ouvert à Diyarbakir (sud-est de la Turquie) et devrait durer plusieurs mois. Il sont, entre autres, accusés d'« atteinte à l'intégrité territoriale ». Un millier de personnes sont emprisonnées pour leurs liens présumés avec le PKK. Les Kurdes représentent 20% de la population turque et sont victimes de terribles répressions depuis la création de la République, en 1923. L'armée utilise des lois antiterroristes pour traquer les militants du PKK qui sont mobilisés avec la population dans les provinces orientales de la Turquie et réclament des négociations à un pouvoir dont les promesses d'« ouverture démocratique » ne sont pour l'instant que poudre aux yeux à destination des gouvernements européens.



# Le travail, enjeu

## Le travail tue et mutile avant l'âge de la retraite

La multiplication des suicides, comme dans l'automobile et à France Télécom en 2007-2008, a remis sur le devant de la scène la question de la souffrance au travail, de la pénibilité et, plus généralement, celle des conditions et de l'organisation du travail. Avec le développement du chômage de masse, il était devenu presque inconvenant de mettre en cause et de dénoncer les conditions de travail. Les débats concernant la réduction du temps de travail, ordonnés autour des lois Aubry de la fin des années 1990, avaient essentiellement porté sur le partage entre temps de travail et temps libre.

Il est vrai que tout a mal commencé : le *tripalium* instrument de supplice dont dérive le terme « travail » était l'outil de contention des éleveurs et s'appliquait aussi aux suppliciés, aux femmes en proie aux douleurs de l'enfantement et aux agonisants. L'enfantement étant un « travail », pas parce qu'on y reproduit la vie, mais en raison des douleurs de l'accouchement qui obligeaient sans doute parfois à immobiliser la mère...

Avec le développement de l'industrie, la riposte est brutale, du luddisme – mouvement de résistance des artisans anglais brisant les métiers à tisser – au sabotage encore voté dans les congrès de la CGT du début du <sup>xx</sup>e siècle. « Saboter » dans le domaine ferroviaire, c'était ralentir les wagons avec un coin, mais aussi percer la traverse pour y préparer le logement du patin du rail. L'opération inverse d'enlèvement des tire-fonds maintenant les patins était utilisée pour faire dérailler les trains. Par la suite, le « socialisme réel » s'est fait à son tour le défenseur du taylorisme et de l'augmentation de la productivité dans le cadre de la course au développement et de la coexistence pacifique.

Le productivisme, de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1960, ne représenta qu'un court intermède où ont été posées les questions d'organisation du travail. Traumaté par la grande trouille de 1968, le patronat se lance dans une vaste réorganisation de la production qui allie déstructuration du tissu industriel (externalisation, développement de la sous-traitance) et liquidation de milliers d'emplois (sidérurgie, mines, textile). Cela provoque la désagrégation des collectifs de travail et militants. En même temps, les conditions de travail se dégradent avec l'intensification du travail, la suppression des temps de pause, de « respiration », la multiplication des outils de contrôle, la mise à mal de la séparation temps privé-temps professionnel, le développement du travail de nuit, du travail posté, la taylorisation du travail administratif et commercial. L'individualisation du travail et de la rémunération, la précarisation de l'emploi, engendrent souffrance et stress jusqu'au suicide, sans que se développent les ripostes collectives suffisantes. Le mouvement social et syndical basé en partie sur la reconnaissance du travail perd un de ses fondements. C'est bien un des éléments de la faiblesse ressentie à travers les difficultés de mobilisation pour le combat actuel contre la réforme des retraites. Pourtant le rapport entre pénibilité et départ anticipé à la retraite est un des points centraux de cette contre-réforme. Partir à la retraite, ce n'est plus profiter d'un repos bien mérité mais fuir une souffrance, échapper à un monde destructeur de la santé mentale et physique.

Robert Pelletier

## Travailleurs sous contrôle

Selon le Bureau international du travail (BIT), les indicateurs de la productivité horaire, donnant la quantité produite par heure et par ouvrier, plaçaient la France au troisième rang mondial en 2007. Mais cette compétitivité de la main-d'œuvre française a, pour les salariés, un revers : les conditions de travail. Car la productivité ne saurait s'expliquer par les seules évolutions technologiques. L'organisation du travail a également évolué. L'intensification au cours des 30 dernières années a marqué le monde du travail.

La « chasse aux temps morts », l'augmentation des cadences ont transformé peu à peu le travail des ouvriers. Progressivement, l'ensemble des postes liés à la production ont été réorganisés, « rationalisés », avec des conséquences sur la santé des salariés. Les maladies professionnelles se sont développées, comme les troubles musculo-squelettiques (TMS), liés aux sollicitations répétées des mêmes muscles et articulations par un travail répétitif et cadencé. Une grande partie des postes de travail les plus durs et les plus dangereux ont disparu dans les usines, grâce à des mobilisations, mais l'intensification de l'activité, elle, n'a pas cessé de progresser. Ajoutée à la division accrue des tâches, elle a contribué à la destruction des collectifs de travail. La restriction des marges de manœuvres de chacun permet de moins en moins de venir en aide ou de compenser collectivement la défaillance d'un collègue et de réellement travailler en équipe.

### Le taylorisme pour tous

Si la taylorisation du travail pour les ouvriers est loin d'être une nouveauté, depuis quelques décennies, des formes comparables d'organisation du travail s'appliquent à d'autres secteurs. Qu'il s'agisse de la restauration rapide, des plateformes d'appel téléphoniques, du travail dans les banques (face aux clients ou en back-office), dans le nettoyage ou encore dans le bâtiment, le travail est de plus en plus divisé, segmenté et les exigences de « productivité » augmentent sans cesse. L'un des corollaires en est la baisse des standards de production. On a vu ainsi apparaître la

notion de « sur-qualité », reproche fait aux salariés qui travailleraient trop bien et feraient ainsi perdre de l'argent à l'entreprise.

Le fait de ne plus s'occuper que d'une phase restreinte de la production empêche souvent de trouver du sens à son activité car on a une visibilité réduite de l'utilité de son travail. La pression temporelle empêche de faire son métier dans « les règles de l'art », oblige à baisser la qualité et participe au désinvestissement des salariés contraints de réaliser un travail qui ne les satisfait pas.

### Le management c'est l'ennemi

Le travail devient de moins en moins intéressant, plus pénible, mais les salaires, eux, ne progressent pas. Pour maintenir la productivité, les entreprises ont mis en place de nouvelles techniques d'encadrement. Le « management » remplace les formes plus classiques d'encadrement et ceci se répand dans la quasi-totalité du monde du travail.

Travail sur objectif, évaluations individuelles, primes au rendement, individualisation des carrières... une série d'instruments sont censés rationaliser l'organisation du travail. À cette fin, on a mis en place des armées de managers, le plus souvent sans compétences liées à l'activité de leur entreprise et ne connaissant pas ou peu le travail des salariés qu'ils encadrent.

Leur principale activité consiste à suivre et contrôler une batterie d'indicateurs du travail des équipes et le plus souvent des individus, et de faire atteindre aux salariés les objectifs qui leur ont été fixés.

Ce puissant outil organisationnel et idéologique a contaminé les secteurs marchands de l'économie, mais aussi nombre de secteurs publics ou de l'économie sociale. Les conséquences sont identifiées comme les « risques psychosociaux », les maladies liées au travail et à son organisation. Le pire est sûrement que les promoteurs de ces nouveaux modes d'encadrement du personnel n'ont jamais réellement réussi à prouver l'efficacité économique de leurs méthodes. Tout ça pour ça...

Pierre Baton



(PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANK HOULGATTE)

## L'aliénation dans le travail chez Marx

Marx élabore une pensée de l'aliénation du travail humain dans la société capitaliste à travers l'ensemble de ses écrits<sup>1</sup>.

Il rejette l'idée que l'humanité serait condamnée à vivre « à la sueur de son front » dans des conditions aliénées jusqu'au terme de sa vie sur terre. Il affirme que l'aliénation est le résultat de formes d'organisation particulières : l'humanité peut se libérer, son travail peut être libéré.

### Vendre sa force de travail

Pour penser la libération du travail, il faut comprendre ces conditions particulières liées à la société capitaliste actuelle. Les salariés n'ont pas la liberté d'accès aux moyens de production et de subsistance fondamentaux, ils sont forcés pour vivre de vendre sur le marché leur force de travail à une autre personne, leur employeur. La vente d'une partie de son temps à des conséquences en profondeur. Tout le temps vendu à l'employeur n'appartient plus au salarié. Au travail, c'est l'employeur qui règne en maître, qui dicte ce qui est produit, comment et où c'est produit. Plus la productivité du travail augmente, plus le temps de travail diminue, plus le contrôle de l'employeur sur chaque heure du temps se fera strict. Dans les nouvelles formes d'organisation du travail, le patron s'efforce même de contrôler chaque seconde du temps passé à son service. Les produits du travail n'appartiennent pas à celui qui produit, ils sont la propriété de l'employeur. Ce fait, aussi normal qu'il semble aux gens habitués à la

société bourgeoise, n'est pas du tout aussi évident dans l'histoire humaine : il n'en a pas été ainsi pendant des milliers d'années. L'artisan médiéval et celui de l'Antiquité étaient tous deux propriétaires de leurs propres produits. De plus, ces produits peuvent se retourner contre le salarié de manière hostile et nuisible : les machines qui détruisent des emplois ou deviennent source de tyrannie contre le travailleur contraint d'adapter le rythme de sa vie et de son travail à leur fonctionnement.

L'aliénation au travail signifie que quelque chose de fondamental a changé dans la vie du travailleur. « Normalement, chacun a en lui une certaine capacité créatrice, certains talents, certaines potentialités... qui devraient s'exprimer dans son activité au travail. [...] à partir du moment où le salariat domine, ces possibilités sont annihilées. Pour toute personne qui vend sa force de travail, le travail n'est plus un moyen d'expression. Le travail n'est qu'un moyen en vue d'un but. Et ce but est de gagner de l'argent, un revenu, pour pouvoir acheter les biens de consommation nécessaires pour satisfaire vos besoins.

Ainsi la capacité d'accomplir un travail créateur, qui est un aspect fondamental de la nature humaine, se trouve contrecarrée et dénaturée. Le travail devient quelque chose qui n'est pas créateur et productif pour les hommes mais quelque chose qui est nuisible et destructeur. »<sup>2</sup>

Cette aliénation s'étend à toutes les relations dans la société, avec une tendance de plus en plus forte à

transformer les relations entre

La fin de

Cette situation est une issue. Il est qui crée le mettant la l'aliénation. Le déperissement division sociale propriété nationale de intellectuelle nature même s'ité imposée une occupation parce que et exprime Cette transformation maine créée lequel Marx sera atteint souffrance Patrick Le

1. *Manuscrits*, 1867 et 1894.  
2. Ernest Mar



## La division sexuelle du travail

**D**e la définition du travail comme travail marchand procurant une rémunération directe, découle la distinction entre population active et inactive. Toute activité effectuée à domicile ne donnant pas lieu à une rémunération, la femme au foyer est écartée du rang de la population active. De plus, la mécanisation a permis de rendre le travail moins pénible et donc de remplacer la main-d'œuvre masculine dotée d'un savoir-faire par une main-d'œuvre féminine non qualifiée et donc moins onéreuse, favorisant ainsi la division du travail entre les sexes, dévalorisant les métiers et diminuant les salaires. Si l'actuelle crise de l'emploi n'a pas chassé les femmes, elle a considérablement durci les conditions dans lesquelles elles travaillent. Cette situation économique conduit, de fait, les partenaires sociaux à privilégier d'autres champs de négociation que celui d'une égalité professionnelle effective.

### Travail et oppression

L'oppression des femmes est ainsi liée aux rapports de domination entre hommes et femmes et à la division sexuelle du travail. Le capitalisme a d'ailleurs récupéré cette oppression à son profit. D'une part, le capitalisme ignore la contribution des femmes à la satisfaction des besoins collectifs (reproduction, travail domestique, éducation des enfants, soins aux malades et personnes dépendantes). Or, ce travail gratuit est indispensable au fonctionnement de l'économie qui évacue ainsi les coûts de reproduction et d'entretien de la force de travail. Cette invisibilité du travail domestique fausse donc les analyses sociologiques et économiques.

D'autre part, le système se sert de la division sexuelle du travail comme un des leviers de la flexibilité du travail, de l'atomisation des emplois et de la fragmentation du marché du travail. Le travail des femmes n'est pas continu dans le temps, il suit le cycle de la vie familiale (naissance des enfants, personnes malades au foyer, divorce...), avec la difficulté du cumul des charges professionnelles et familiales, d'où l'invention du travail à temps partiel, outil de dérégulation du travail. L'emploi à plein temps, en CDI, est de plus en plus remplacé par des emplois précaires. Les trois quarts des emplois à bas salaires sont des emplois à temps partiel, majoritairement occupés par des femmes. Le temps partiel contribue à créer des poches de pauvreté féminine, ce qui a pour conséquence de diviser les salariéEs en fonction de leur sexe, d'indemniser de façon partielle le chômage, de diminuer les retraites, de fragiliser les droits acquis et de parcelliser la classe ouvrière.

L'égalité des salaires entre hommes et femmes n'existe pas. Les femmes représentent 47% de la population active, mais 80% des bas salaires, 78% des emplois non qualifiés et 80% des travailleurs pauvres. Les salaires féminins sont inférieurs de 25% à ceux des hommes. Partout, en Europe, les femmes demeurent significativement moins bien payées que les hommes.

Le principal obstacle à une connaissance approfondie de la santé au travail est d'ordre politique. Soit il s'ensuit une reconnaissance des revendications du groupe discriminé et une mise en place d'actions de prévention, soit on prête un caractère plus ou moins immuable à la division sexuelle du travail. Le genre peut ainsi être une simple dimension qui différencie deux groupes d'êtres humains sans désigner un rapport spécifique de domination et laissant croire à une fausse symétrie entre les deux sexes. Ainsi, le travail domestique, alors même qu'il légitime les bas salaires et l'assignation des femmes à des tâches répétitives, permet de détourner l'attention des conditions de travail. En effet, les tâches ménagères et familiales sont encore très souvent considérées comme une des principales causes des pathologies. De plus, les maladies spécifiquement féminines ou plus fréquentes parmi les femmes sont rarement considérées comme des priorités en politique de santé au travail.

### Invisibilité des femmes

«Le système de santé et de sécurité au travail est un univers masculin où la biologie, la situation sociale et les emplois des femmes sont étrangers à ceux qui les jugent. Les conditions qui les font souffrir ne sont pas censées être dangereuses, leur parole est mise en doute et elles peuvent trouver délicat de parler des organes affectés. L'absence de données scientifiques pertinentes renforce cette situation.» Le principal obstacle à une connaissance approfondie de la santé au travail est d'ordre politique. Soit il s'ensuit une reconnaissance des revendications du groupe discriminé et une mise en place d'actions de prévention, soit on prête un caractère plus ou moins immuable à la division sexuelle du travail. Le genre peut ainsi être une simple dimension qui différencie deux groupes d'êtres humains sans désigner un rapport spécifique de domination et laissant croire à une fausse symétrie entre les deux sexes. Ainsi, le travail domestique, alors même qu'il légitime les bas salaires et l'assignation des femmes à des tâches répétitives, permet de détourner l'attention des conditions de travail. En effet, les tâches ménagères et familiales sont encore très souvent considérées comme une des principales causes des pathologies. De plus, les maladies spécifiquement féminines ou plus fréquentes parmi les femmes sont rarement considérées comme des priorités en politique de santé au travail.

Aussi, pour faire échec au système capitaliste, il est nécessaire de lutter en même temps contre l'oppression des femmes parce qu'elle est l'un des piliers sur lequel il s'appuie. Et le fait que les femmes constituent désormais près de la moitié des forces laborieuses est une mutation sociale majeure. Il nous faut donc continuer de nous battre certes pour le partage des tâches domestiques et parentales et le développement des services publics (petite enfance, aide à la dépendance...) mais aussi pour l'égalité professionnelle en termes de temps de travail, de mixité des emplois, de déroulement de carrière et surtout pour l'égalité des salaires et des retraites. Rappelons, à l'heure de la réforme, que les retraites des femmes sont inférieures de 38% à celles des hommes et que plus de la moitié des retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. Ce n'est pas un simple objectif pour l'égalité et les droits des femmes, c'est le projet de société que nous voulons construire!

Aussi, pour faire échec au système capitaliste, il est nécessaire de lutter en même temps contre l'oppression des femmes parce qu'elle est l'un des piliers sur lequel il s'appuie. Et le fait que les femmes constituent désormais près de la moitié des forces laborieuses est une mutation sociale majeure.

Il nous faut donc continuer de nous battre certes pour le partage des tâches domestiques et parentales et le développement des services publics (petite enfance, aide à la dépendance...) mais aussi pour l'égalité professionnelle en termes de temps de travail, de mixité des emplois, de déroulement de carrière et surtout pour l'égalité des salaires et des retraites. Rappelons, à l'heure de la réforme, que les retraites des femmes sont inférieures de 38% à celles des hommes et que plus de la moitié des retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. Ce n'est pas un simple objectif pour l'égalité et les droits des femmes, c'est le projet de société que nous voulons construire!

Marie-Pierre Lesur, comité santé NPA 31

1. Laurent Vogel, docteur en droit et directeur de l'Observatoire de l'application des directives en santé et sécurité. Cet observatoire a été créé à l'initiative de la Confédération européenne des syndicats.



er les relations entre êtres humains en relation des choses.

### de l'aliénation

ation, produit de l'histoire, n'est pas sans t possible d'envisager une société sans classe es conditions économiques et sociales per- disparition graduelle et l'abolition finale de n.

sement de la production marchande, de la sociale du travail grâce à la disparition de la privée des moyens de production et à l'élimi- la différence entre travail manuel et travail l, entraînerait la lente transformation de la me du travail qui cesserait d'être une néces- ée pour gagner de l'argent, et deviendrait ation exercée volontairement par les gens cela correspondrait à leurs besoins intimes erait leurs talents.

sformation du travail en une activité hu- atrice est le but ultime du socialisme pour rx s'est battu. C'est seulement quand ce but t que le travail aliéné, avec son cortège de s, cessera d'exister.

Moal

s de 1844, les Grundrisse 1857-58 et le Capital entre

ndel Les causes de l'aliénation, 1970.







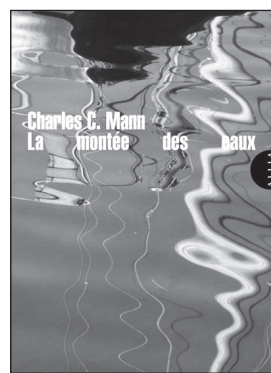
<http://siteinfosecusante.free.fr/spip.php?rubrique41>

La commission santé du NPA a ouvert une nouvelle rubrique sur son site. Elle est consacrée aux luttes dans le secteur santé, Sécu, social. C'est l'endroit où suivre toute l'actualité concernant les batailles dans les hôpitaux au jour le jour, mais aussi dans les caisses d'assurance maladie, dans la protection sociale... Pour y faire figurer les luttes auxquelles vous participez, il suffit de cliquer sur l'onglet contact et d'écrire votre message. À connaître et à faire connaître !

## L'essai

### LA MONTÉE DES EAUX CHARLES C. MANN

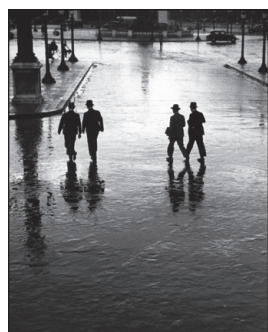
Allia  
66 pages  
3 euros



Ce petit ouvrage constitue une excellente introduction au débat sur l'eau comme bien public de l'humanité. Il aurait pu s'intituler : *Big Water is washing you !* Il s'agit de la traduction d'une enquête réalisée par Charles C. Mann, un historien américain, et parue en mai 2007 dans *Vanity Fair*. Le fait que ce soit un grand reportage rend la lecture très fluide. Par les allers et retours entre les situations concrètes et les données analytiques, l'auteur parvient à brosser un tableau synthétique de la bataille de l'eau à l'échelle mondiale. En partant de l'exemple de la gestion de l'eau dans quelques villes – Changzou (Chine), Buenos Aires (Argentine) ou encore Cochabamba (Bolivie) – il dresse un véritable réquisitoire contre les grandes multinationales de l'eau, qu'il regroupe sous le sobriquet de « *Big Water* ». Il montre notamment comment les villes des pays émergents, et en particulier les agglomérations chinoises, se retrouvent aujourd'hui au cœur de cette bataille de l'eau, avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale. Surtout, il fait deux rappels particulièrement intéressants. Le premier concerne les États-Unis : « *Il y a plus d'un siècle, la plupart des systèmes d'eau américains étaient privés [...]. Les municipalités américaines se tournèrent vers un système d'eau public [...] parce que les systèmes privés ne desservaient pas les pauvres des villes* ». Le second concerne les possibilités de retour en arrière à la suite de la privatisation de systèmes de distribution publics, comme l'a bien montré la situation à Buenos Aires, après le retrait en 2005 de Suez et de Aguas de Barcelona : « *La ville dut reconstituer le service à partir de zéro* », ce qui rend la démarche particulièrement coûteuse ! *Big Water* est devenue une véritable pieuvre qui étend son emprise et est pratiquement parvenue à transformer la boue et la pollution en pièces d'or. Car, comme le résume fort bien Madame Wu en guise de conclusion, tout ça, « *c'est bon pour les riches* » !

Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



### EXPO ANDRÉ KERTÉSZ JEU DE PAUME

Admiré de Cartier-Bresson et souvent rapproché de Man Ray, Kertész (1894-1985) fut comme eux, moins un photoreporter qu'un explorateur de l'image toujours en quête de neuf. Il commença par photographier sa Hongrie natale, mais c'est à Paris, où il arriva à 31 ans et vécut une dizaine d'années, qu'il expérimenta la prise de vues au moyen de miroirs déformants. Malgré ces étonnantes « distorsions » et ses instantanés à la composition saisissante, rappelant qu'il fut proche de Mondrian et d'autres peintres, il ne connut la notoriété qu'après avoir pris sa retraite aux États-Unis. La rétrospective parisienne offre un large panorama de son œuvre, et même des vues miniatures pour lesquelles des loupes sont mises à la disposition des visiteurs. Mais rien ne les empêche de venir avec leur propre optique.

Gilles Bounoure

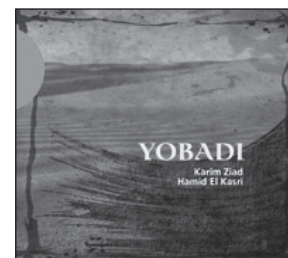
À voir jusqu'au 6 février 2011, 1 place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>.



### BD FAIS PÉTER LES BASSES BRUNO !

Baru Futuropolis / 20 euros  
Baru a voulu faire de la BD pour « *mettre la classe ouvrière au premier plan* ». Il le fait ici à travers un polar en forme d'hommage au cinéma de Georges Lautner, aux films des années soixante avec Lino Ventura ou Bernard Blier. Il met en scène des truands à l'ancienne, proches de la retraite, qui décident de braquer un fourgon pour assurer leurs vieux jours, et puis aussi un peu pour l'adrénaline. Ils agissent en lien avec de jeunes gangsters plus influencés par *Scarface* que par *les Tontons flingueurs*, ce qui entraîne choc des générations et fusillades. Au milieu de tout ça, un jeune Africain sans papiers qui espérait tenter sa chance dans le football en Europe se retrouve piégé. Une histoire simple, avec de la tendresse et de l'humour, à la manière de Baru.

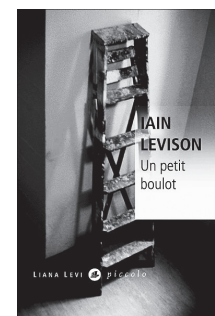
Sylvain Pattieu



### MUSIQUE YOBADI

Karim Ziad & Hamid El Kasri Accords Croisés  
La musique des Gnawas, ces « *Africains du Maroc* » (selon l'heureuse expression de la chanteuse Sapho) descendants d'esclaves, est désormais entrée dans le patrimoine sonore de l'humanité. Cette fascination n'est pas nouvelle. Paul Bowles, l'auteur de *un Thé au Sahara* avait déjà en son temps quadrillé les villages pour en capturer les vibrations. Plus tard des jazzmen prestigieux comme Randy Weston ou Archie Shepp vinrent s'abreuver à cette source noire et maghrébine du groove originel. Le festival d'Essaouira a aussi largement installé la renommée de cette culture populaire autrefois méprisée par les élites du royaume chérifien, prisant surtout la noblesse des noubas arabo-andalouses. Karim Ziad (directeur entre autre des Folles Nuits berbères à Paris) et Hamid El Kasri se sont ici associés pour prolonger la transe et y apporter leur modeste contribution.

King Martov



### LIVRES UN PETIT BOULOT

Iain Levison coll. Piccolo Liana Levi / 8 euros  
Jake était responsable des expéditions dans une usine d'une petite ville des États-Unis. Après la fermeture, il tente tant bien que mal de s'en sortir, plutôt mal que bien d'ailleurs : il perd le câble, sa télé, son aspirateur et même sa copine. Il est harcelé au téléphone par ses créanciers. Pour couronner le tout, il perd au jeu. Pour liquider sa dette, il accepte le job que lui propose son bookmaker. Trois fois rien, il doit juste liquider sa femme... Avec son personnage d'ancien ouvrier devenu tueur à gage, Levison dresse un portrait acide de la société américaine où le culte de la réussite individuelle détruit toutes les valeurs de solidarité : « *Ils nous nourrissent du rêve américain, de ce que pourrait être la vie si nous fermions les yeux et faisons semblant.* » Et l'auteur fait preuve d'un solide sens de l'humour. De quoi passer un excellent moment de lecture !

Henri Clément

## CINÉMA Entre nos mains

Le documentaire signé Mariana Otero met en scène des ouvrières qui font l'expérience de la lutte collective. On assiste alors à leur prise de confiance et de conscience, à leur transformation en sujet de leur propre histoire.

Voulant observer la confrontation entre utopie et réel, la réalisatrice Mariana Otero a décidé de poser sa caméra dans Starissima. Cette petite entreprise de lingerie féminine, située près d'Orléans, va peut-être redémarrer après un redressement financier grâce à la création d'une Scop (à l'origine, société coopérative ouvrière de production, rebaptisées aujourd'hui société coopérative et participative). Le projet de la Scop est lancé par un groupe de six employés, plutôt des cadres intermédiaires ou des commerciaux, puis chemine peu à peu dans la tête des autres salariées, femmes et ouvrières dans leur immense majorité. Au fil des jours, les salariées dévoilent leurs doutes, leurs appréhensions, leurs incom-

préhensions, mais aussi leurs espoirs. Espoirs humbles, ne pas voir fermer son usine, retrouver un peu de dignité, ne pas toujours être celle dont le sort est réglé par les autres... et au final pouvoir devenir sujet d'une histoire collective. On ne trouvera pas dans cette expérience d'envolées lyriques, de profondes réflexions militantes sur l'autogestion. On peut même s'interroger sur le fait que c'est bien d'une lutte sociale qu'il s'agit ici. Mais la question est en fait un peu vaine, tant Mariana Otero offre aux spectateurs un documentaire rare, à de nombreux points de vue. D'une part, elle montre le travail, chose aussi banale dans la vie que relativement rare au cinéma, malgré quelques exceptions ces dernières années. On peut consta-

ter ensuite que les événements montrés, bien que limités dans le temps, circonscrits aux murs de l'entreprise et ne concernant qu'une cinquantaine de personnes, vont changer peu à peu l'état d'esprit des salariées qui vont être amenées à s'interroger sur leur sort en tant qu'ouvrières. Prise de confiance, prise de conscience, naissance d'un collectif... tout ça arrive dans un contexte où tout semble rendre impossibles de tels phénomènes : crise économique, salariat d'exécution dont une partie est vieillissante, une autre partie immigrée et non francophone, absence de tradition militante, pas de présence syndicale... Et pourtant quelque chose se passe, très modestement certes, mais les individus pris dans l'évènement se transforment, et les rapports entre eux également. D'individus isolés, ils accèdent donc au statut de sujet, de leur histoire d'abord, et dans le même temps sujets d'un film qui offre une caisse de résonance à cette transformation. Car les salariées de Starissima deviennent également des personnages de cinéma, notamment à travers leurs dialogues, leurs corps, leurs postures, ce que souligne magnifiquement la dernière séance où règnent lyrisme et onirisme, dignes des plus belles comédies musicales, et bons antidotes à l'abattement et au découragement. Un peu de liberté conquise, dans un monde du travail qui en laisse si peu, de l'inventivité face à un système qui nous veut tous mornes et résignés, c'est tout ça qu'on trouve dans *Entre nos mains*.

Vincent Gay





# Il y a vingt ans, la réunification allemande

En novembre dernier, on fêtait les vingt ans de la chute du mur de Berlin, avec le gros mensonge de Nicolas Sarkozy (« J'y étais, j'ai donné un coup de marteau dans le Mur »). Octobre 2010, la « réunification » entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et l'ex-État de l'Allemagne de l'Est, feu la République démocratique d'Allemagne (RDA), a aussi vingt ans.

C'est le 3 octobre 1990 que l'existence de la RDA comme État indépendant a formellement pris fin, après presque 41 années. Même si avant cette date son indépendance était assez relative puisque (comme dans d'autres « Républiques populaires » à l'est du continent) un certain nombre de décisions importantes étaient prises en URSS. L'ancien régime, sous la direction du Parti socialiste unifié (SED) – à hégémonie stalinienne –, s'est écroulé en novembre 1989. Le 18 mars 1990, se tenaient les premières élections vraiment plurielles, donnant la majorité à une coalition de trois partis politiques baptisée Alliance pour l'Allemagne. La force hégémonique au sein de cette alliance, adossée à la droite d'Allemagne de l'Ouest, était déjà la CDU (Union chrétienne-démocrate).

À l'Ouest, la droite du chancelier Helmut Kohl, au gouvernement depuis 1982, comprit vite son intérêt à forcer le processus de « conquête pacifique » de la RDA. Il fallait agir rapidement, d'autant que les alliés politiques de la RFA comme les conservateurs britanniques de Margaret Thatcher et John Major et, dans une moindre mesure, une partie des élites françaises se méfiaient de la perspective d'un renforcement de la puissance allemande. Ainsi, quelques jours seulement après la fin du régime du SED, le chancelier Kohl proposa la création d'une Union financière et monétaire (qui entra effectivement en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990), signifiant la disparition du Mark de la RDA et l'introduction du Deutsche Mark de l'Ouest.

Ce plan était assez populaire à l'est, où il était perçu comme la promesse d'une « monnaie forte » et de possibilités de consommation jusque-là quasi insoupçonnées. Ce n'est que bien plus tard, que beaucoup comprirent que l'Union monétaire et financière signifiait aussi la transformation de l'ex-RDA en débouché – sans entraves – pour les entreprises d'Allemagne de l'Ouest et la fin quasi totale de l'industrie est-allemande. Celle-ci, bien qu'elle ait eu des défauts importants (forte pollution !), n'était pas aussi « nulle et totalement dépassée » que ce qui était présenté à l'époque aux Allemands de l'Ouest. Ainsi, en 1985, la RDA était encore la dixième puissance industrielle du monde, des entreprises ouest-allemandes participaient à la Foire industrielle de Leipzig et faisaient fabriquer des produits en RDA (par exemple, les frigos proposés par l'entreprise de



vente par correspondance, Quelle). Il est vrai qu'à la fin des années 1980, l'endettement de la RDA auprès des pays capitalistes augmentait, menaçant d'asphyxier l'économie, et que la population travailleuse était largement démotivée, vu la sclérose du pouvoir (comparé aussi à l'URSS des « réformes » gorbatchévienne) et l'absence de démocratie.

## L'ÉCHEC DU MOUVEMENT CITOYEN

En 1990, la base sociale d'une politique promettant « le paradis capitaliste » était constituée par une large majorité des Allemands de l'Est. Au moment de l'implosion de l'ancien régime, début octobre 1989, avait d'abord surgi un « mouvement citoyen ». Il regroupait des « dissidents », des écologistes, une partie de l'Église protestante réfractaire au pouvoir, et se prononçait pour une « alternative démocratique » (voire un « socialisme amélioré ») dans une RDA qui resterait indépendante. Mais ce courant a été marginalisé dans l'opinion publique au fil des semaines et des mois. Ce n'est qu'une fois l'Union monétaire puis politique réalisées, qu'une partie des Allemands de l'Est a commencé à regretter que la majorité ait totalement lié son sort aux promesses des élites capitalistes d'Allemagne de l'Ouest.

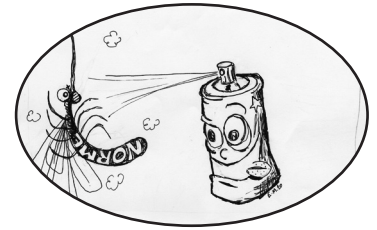
À l'été 1990, le débat portait sur les modalités d'adhésion des structures politiques de la RDA finissante à la République fédérale d'Allemagne : fallait-il utiliser l'article 23, adhésion pure et simple « à l'ordre

constitutionnel » existant de la Constitution ouest-allemande ou alors son article 146 (prévoyant l'élaboration d'une nouvelle Constitution avant une réunification entre les Allemagnes de l'Ouest et de l'Est)? C'est la première option qui a été choisie, l'adhésion pure et simple entrant en vigueur le 3 octobre à minuit.

En Allemagne de l'Ouest, le climat politique était moins euphorique. Certes, une large majorité de la population n'était pas hostile à la « réunification », puisque « l'Unité nationale à rétablir » avait été – avec l'anticommunisme – l'un des dogmes d'État les mieux soignés pendant les 40 ans d'existence de la République ouest-allemande. Mais une courte majorité avait également peur pour son niveau de vie. Les élites s'apprétaient à effectuer des transferts financiers importants vers l'ex-RDA, au nom de la « reconstruction » (après avoir cassé toutes les infrastructures existantes). Ceux-ci ont servi de prétexte, plus tard, pour casser des acquis sociaux et appauvrir des couches importantes de la population. Ces dépenses publiques ont cependant aussi freiné le développement de la puissance étatique et nationale de la « nouvelle Allemagne », contrairement à ce qu'une partie de l'élite attendait et qu'une partie des opposants intérieurs et rivaux extérieurs craignaient.

Bertold de Ryon

# Normicides



Entre les pubs qui vantent les vertus de la dernière Wii avec ses coachs personnalisés et sa capacité à mesurer ce qu'il faut perdre et là où il faut le perdre, les pages « bouger » des magazines féminins et la prolifération des salles de sports, difficile de ne pas penser qu'on se sentirait bien mieux si on faisait un peu de sport. Et que, quand même, Rabelais n'avait pas complètement tort lorsqu'il prônait, le désormais adage, « un esprit sain dans un corps sain ». Alors, chaque année, août (à moins que ce ne soit la fin décembre) est l'époque des grandes résolutions sportives. C'est décidé, on va s'inscrire dans un nouveau cours – salsa, capoeira ou abdo-fessiers –, la motivation est bien là. La première séance est géniale, on s'épuise en rythme, on en sort épanoui... ça fait du bien ! Deux jours plus tard, les courbatures arrivent, mais ça prouve qu'on a bien travaillé et on y retourne sans y penser. Le troisième, la salle a commencé à se vider... Et puis, la rentrée passe, les températures baissent, l'hiver approche... Finalement, on va plutôt rentrer manger des sushis. Après avoir raté quelques cours, ça ne vaut plus le coup. Pas grave, le jogging ou la piscine, c'est bien aussi... Coup de fil aux amis : c'est plus sympa à plusieurs. Ce sera chaque vendredi, c'est promis. La fin de la semaine approche, on commence à redouter le moment où il faudra partir courir et l'idée de se mettre en maillot de bain quand il fait 5° dehors, refroidit quelque peu. Ça nous saoule mais on s'est engagé, on ne va pas planter ceux ou celles qui ne nous avaient rien demandé... Alors, on assume pour cette fois, mais pour les prochains rendez-vous... on verra bien. En réalité, on lâche, culpabilise.

Oui, le sport, c'est bon pour la santé mais pour beaucoup d'entre nous, c'est une torture psychologique en amont, un moment désagréable sur le coup et des douleurs en aval. Alors, exigeons l'arrêt de la tyrannie du sport et restons flasques si on veut !

*CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Si en plus tu as adapté le piège à ours à cette nouvelle chasse ou inventé un nouveau miroir aux alouettes, contacte la rédaction de Tout est à nous ! qui se chargera de sa (re)production à grande échelle. Toi aussi deviens unE serial norm killer-euse.*

## courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

### En réponse à « Normicides » du 27/09/10.

**Manue (Marseille) :** Il est toujours difficile de répondre à un article qui se veut humoristique sans passer pour un rabat-joie. C'est pourquoi il m'a fallu quelque temps pour savoir comment j'allais répondre. Dans le joli petit édit non signé, on nous raconte que le port d'un petit fichu a fait couler beaucoup d'encre alors qu'à 40 ans, beaucoup de femmes se cachent les cheveux sous la teinture et que comme cela relève de la norme, on ne trouve rien à en dire.

Dans un premier temps, j'ai pensé répondre en expliquant que l'histoire de la mode féminine a toujours balancé entre un contrôle du corps des femmes ou au contraire une lutte pour le libérer. Mais finalement la suite d'exemples me faisait passer pour une « tristesse ». Alors j'ai choisi la formule « rigolons, rigolons... »

- 1) Je suis une femme de 40 ans aliénée comme nous toutes et c'est pourquoi, il est vrai, j'ai des cheveux longs que je teins et que je montre.
- 2) Je suis tellement « fashion victim » que je suis

aussi tentée par d'autres travers de la mode : j'avoue, j'ai abandonné (comme la norme me l'imposait) le corset, j'ai aussi choisi (comme la mode me l'imposait) de porter des pantalons et quelquefois il faut bien le dire je porte des minijupes... Bref je suis la copie conforme d'autres femmes, et ça se voit aux habits que je porte. Bouhhhhh, comme c'est laid !

3) J'ai lu dans le *Biba* de septembre 2010 que comme me le conseillait « Normicides » une semaine avant, il fallait combattre le « diktat de la mode » et s'ensuivait une série de jolies mannequins, pleines de piercings, portant keffiehs, kilts et Doc Martens...

4) Je suis tellement normée que je pense que le jour où je pourrai montrer mes poils du cul, je leur ferai (toujours selon les conseils de « Normicide ») une jolie teinture violette.

Bref, pas facile d'être subversif et de faire des éditos non signés qui font mieux qu'un article de magazine féminin. Sur ce, je vais dans une AG de lutte et j'espère bien y croiser George Clooney (contrairement à « Normicides »).

*Précision : si les articles publiés dans la rubrique Normicides ne sont pas signés, ce n'est pas pour en cacher l'auteur, mais parce qu'ils sont issus d'un travail collectif. (L'équipe Normicides)*

**Le mépris. B.D. (59) :** On pourra toujours palabrer sur l'opportunité ou non de la présence lycéenne dans les manifestations contre la réforme des retraites (comme s'ils n'étaient pas les principaux concernés !). Et l'on pourra toujours laisser crier à la manipulation ! Car, et c'est bien connu, la manipulation des masses est le bon vieux truc, bien éculé, des mouvements « gauchos » ! Mais tandis que les secondes gâchettes du pouvoir s'époumonent au scandale dans des médias de plus en plus complaisants, les députés et sénateurs, le petit doigt sur la couture du pantalon, votent avec précipitation un texte qui ne les concerne pas ou plus et dont ils ont certainement bien du mal à imaginer la réelle incidence sur l'existence à venir des salariés et de leurs familles ! Et quel exemple pour les travailleurs que certains de ces

parlementaires qui voyagent fantomatiquement depuis des lustres dans les dédales de la politique, les pieds mal assurés sur les marches des palais Bourbon et du Luxembourg et la tête errante aux marges de la sénilité et/ou de la compromission ! Alors je pense qu'il n'y a ni honte ni manipulation à faire défiler aux côtés des travailleurs ceux qui sont appelés à le devenir si le chômage leur en laisse la possibilité ! Il n'y a ni honte ni manipulation à ouvrir les yeux à la France de demain ! Il n'y a ni honte ni manipulation à expliquer aux innocents d'aujourd'hui comment ils deviendront les victimes de l'avenir ! Il n'y a ni honte ni manipulation à faire éclater au grand jour le réel mépris dans lequel le pouvoir libéral, machine inhumaine au service d'un capital de plus en plus aveugle, tient et tiendra nos enfants dans les décennies à venir, comme il fait de leurs pères aujourd'hui ! Alors non, il n'y a ni honte ni manipulation... même s'il est, à notre époque, vraiment affligeant de devoir mettre sous le nez des gouvernants la bien triste réalité des « Gavroche » que leur politique génère !



## Au Havre, une mobilisation exemplaire.

De nombreux secteurs sont en grève reconductible : Total (production à l'arrêt), CIM, Petrochemicals (production à l'arrêt), SNCF, Chevron, la centrale EDF (production à l'arrêt), Exxon, Foure Lagadec, Vinci, Ponticelli, La Poste, Debris, l'éducation, Aircelle, la construction, la mission locale, l'université, les territoriaux de Gainneville, de Gonfreville, Konecranes, Loheac, Renault Sandouville... Avec des taux de grévistes variables et des secteurs encore absents, c'est une mobilisation d'ampleur qui se construit sur la ville depuis une semaine.

La structuration du mouvement est enthousiasmante. Si les conflits entre organisations syndicales et les désaccords politiques traversent le mouvement comme ailleurs, le travail intersyndical (CGT-FSU-CFDT-Solidaires) de ces dernières années porte ses fruits. Nous avons commencé dès le 7 septembre à réunir des AG interpros de grévistes. L'absence de perspective à l'échelle des confédérations nous a rapidement imposé l'auto-organisation à la base. Aussi, quand les reconductions ont commencé, le 12 octobre, les AG interpro sont devenues quotidiennes pour organiser la généralisation des grèves. Il nous fallait également un outil qui nous permette de nous exprimer d'une seule voix. *Le Havre de Grève*, bulletin d'information de l'AG publié avec les moyens de l'intersyndicale s'est rapidement imposé comme l'outil le plus populaire de la lutte. Nous y annonçons l'état précis des mobilisations, les rendez-vous à venir et nous y publions ce que nous sommes capables de présenter comme analyse commune de la situation politique.

Ce fonctionnement, s'il reste encore imparfait, nous a permis de développer les grèves et de donner à la mesure de nos moyens ce que beaucoup espéraient : des outils pour que notre classe puisse s'exprimer d'une seule voix.

Nous arrivons à un tournant de la lutte où nous allons devoir élever le niveau du rapport de forces pour répondre à la violence exercée par le gouvernement et le Medef. La lutte se politise. L'utilisation de briseurs de grève et l'entêtement gouvernemental renforcent la solidarité qui s'exerce entre nous. Au Havre, les grèves et les blocages vont se durcir dans les jours à venir. La droite et la bourgeoisie se divisent sur la tactique à adopter : c'est le moment d'y aller.

## Montreuil en résistance.

La semaine passée les territoriaux et les lycéens de Montreuil sont entrés dans la mobilisation. Les territoriaux sont en grève reconductible depuis le mardi 12 octobre. Les lycéens de Montreuil ont bloqué les trois principaux lycées de la ville. Les CRS et la police étaient aussi au rendez-vous comme dans la plupart des villes mobilisées du département. Après avoir vidé deux squats, arrêté six sans-papiers, les forces de l'ordre sont intervenues brutalement devant le lycée Jean-Jaurès, point de convergence des lycéens montreuillois. Un jeune qui ne faisait rien d'autre que de déplacer une poubelle a reçu un tir de flash-ball en plein visage, provoquant une triple fracture du crâne. Pris en charge à l'infirmerie du lycée, on a appris quelques jours plus tard que la police avait refusé que le lycéen soit transporté en urgence à l'hôpital, préférant l'emmener au commissariat de la ville, ce qui a pu être évité grâce aux enseignants sur place. C'est la deuxième fois en un an que la police blesse grièvement un jeune au visage. Le lendemain, plus de 1 000 personnes se sont retrouvées sur le parvis de la mairie en assemblée générale interprofessionnelle : lycéens, enseignants, territoriaux et même des salariés du privé puis, départ en manifestation dans les rues de la ville. Pas un jour à l'exception de dimanche n'a passé sans que ces AG et manifestation n'aient lieu, s'amplifiant de jour en jour.

## Les manifestants investissent la mairie de Montélimar.

À Montélimar (Drôme), depuis des mois, le député-maire UMP, Franck Reynier, refuse tout dialogue avec le collectif retraite sur la réforme en cours. C'est pour cette raison que la manifestation du 12 octobre s'est terminée devant, et même dans la mairie. La plupart des 300 manifestants qui sont entrés se sont bornés à scander leurs revendications dans l'escalier de la mairie. Quant à ceux qui ont investi le bureau du maire, leurs actes de «saccage» ont consisté à renverser son bureau, jeter son fauteuil et sa cravate par la fenêtre, arracher le drapeau européen, c'est-à-dire s'attaquer aux symboles d'un pouvoir sourd et plein de mépris à l'égard des revendications populaires.

Les médias locaux et le maire de Montélimar, absent le 12 octobre, et par conséquent, très mal placés pour porter témoignage sur l'occupation de la mairie, accablent les manifestants qui ont pénétré dans l'hôtel de ville. Une plainte a été déposée par le maire.

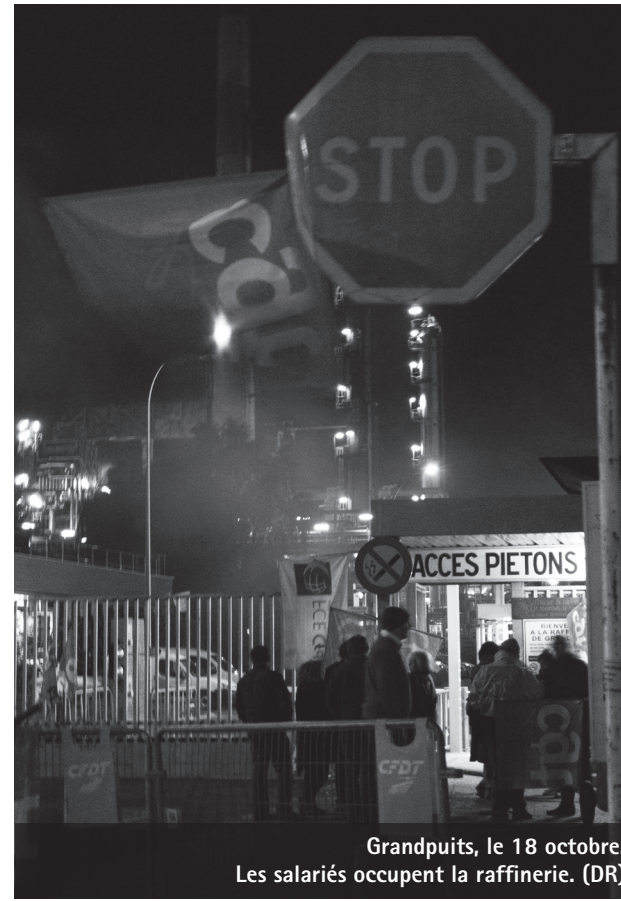
# Les raffineries TOTALEment bloquées

**D**u jamais vu depuis Mai 1968, les douze raffineries du pays sont en grève reconductible avec arrêt total des installations. La crise provoquée est à la mesure de la place démesurée occupée par le pétrole. Le capitalisme est puni par là où il... gaspille ! Cette grève vient de loin. Depuis l'annonce de la loi et surtout depuis début septembre, la coordination des syndicats CGT du groupe Total et la fédération chimie se sont engagées dans sa préparation. Dans les raffineries Total, la grève de plusieurs jours au printemps dernier a montré l'impact d'un tel mouvement. La leçon a été retenue. Depuis des semaines, tracts, tournées syndicales, prises de parole se sont succédé. Dès le 23 septembre, la grève a duré plus de 24 heures dans de nombreuses raffineries et plusieurs jours à Donges (Loire-Atlantique).

La grève est extrêmement massive, reconduite à l'unanimité ou presque. À cela plusieurs raisons, en plus du travail acharné des militants syndicaux : l'organisation du travail - comme dans toute la chimie elle aussi largement en grève reconductible - est un facteur important. Le travail est pénible, toujours en continu, le matin, l'après-midi et la nuit. Cela rend insupportable toute idée de travailler plus vieux exposés à des produits dangereux, et ruine tous les discours sur l'allongement de la vie. Mais en même temps cela engendre une grande solidarité car un travailleur posté passe beaucoup de nuits, de dimanches, de jours fériés au boulot, avec ses collègues et pas avec sa famille. Mais la raison la plus évidente, c'est le sentiment de puissance justifié des salariés de ce secteur, la conscience d'être en mesure de bloquer, de faire mal au portefeuille des actionnaires, aux profits de

l'ensemble des patrons et plus généralement au pouvoir, par la crise que le mouvement peut provoquer. Cette conscience de sa propre force est un acquis précieux alors que les salariés sont de plus en plus dévalorisés, méprisés, privés de l'estime d'eux-mêmes et de leur travail. Il faut rappeler haut et fort à ceux qui disent que la classe ouvrière est morte, qui produit les richesses, et donc qui détient le pouvoir d'arrêter de produire.

Enfin et surtout, cette grève est une grève pour gagner, pour engager l'épreuve de force, pour faire céder le gouvernement. Celui-ci l'a bien compris et met la pression maximum sur les grévistes : chantage à la fermeture, interventions policières, commandos de cadres pour briser la grève, procédure de réquisition illégale de trois puis cinquante salariés pour les contraindre à charger des camions sous la menace de cinq ans de prison à Grandpuits (Seine-et-Marne). Heureusement et très justement, la mobilisation des salariés des raffineries est depuis le début une mobilisation à vocation interprofessionnelle. Ils mettent leur force au service de la mobilisation de toutes et tous. Grâce à cette orientation, ils peuvent compter sur la mobilisation



Grandpuits, le 18 octobre. Les salariés occupent la raffinerie. (DR)

immédiate des autres secteurs en cas de menace sur leur mouvement. C'est ce dont témoigne l'élan venant des jeunes, des enseignants, des cheminots, des autres salariés du privé... pour bloquer les dépôts de carburant dans tout le pays. Il y a encore plus efficace : la protection des grèves par leur généralisation à l'ensemble des secteurs d'activité.

**Christine Poupin**

## Blocage du dépôt de Bassens (Gironde)

**L**a mobilisation des salariés de la zone Rive droite de Bordeaux, autour de Bassens-Ambès, a commencé jeudi 14 au petit matin devant les docks pétroliers d'Ambès (DPA), quatrième dépôt européen de carburants qui approvisionne 47 départements. Le blocage avait été décidé la veille en assemblée générale interprofessionnelle autour de l'union locale CGT, FO et FSU, auxquels s'est joint Solidaires. Des militants de la CNT étaient aussi sur le piquet. Aucun camion n'a pu entrer ou sortir durant la journée, un barrage filtrant étant installé sur le rond-point du site et des milliers de tracts diffusés aux salariés de la zone industrielle qui ont massivement manifesté leur soutien au blocage. Alors que onze raffineries sur douze et de nombreux dépôts étaient en grève, dès jeudi soir, l'Élysée a fait connaître sa volonté de les débloquer, pour empêcher le mouvement de s'étendre et la pénurie de

s'installer, bien que le mouvement était très largement soutenu dans l'opinion. Vendredi, à 6 heures, une quinzaine de cars de CRS avec tout leur attirail anti-émeute a donc investi les lieux derrière le préfet de Gironde qui a menacé de faire charger ses troupes si du renfort arrivait sur le site. Au même moment, la presse annonçait le déblocage par la force du terminal de Fos (Bouches-du-Rhône). L'équipe militante présente a décidé de se replier, mais a maintenu toute la journée l'occupation du rond-point avec barrage filtrant et distribution de tracts. Révoltée par la réponse musclée de Sarkozy au mouvement, elle a appelé à une assemblée à 11 heures, relayée par l'UD-CGT. Tous les militants et syndicats et près de 300 militants d'autres secteurs en lutte sont passés apporter leur soutien, avec une très forte présence des cheminots en grève de SUD-Rail, CGT et Unsa, de l'éducation avec des profs de lycées en

grève, aux côtés des Ford, de territoriaux des communes avoisinantes, de l'AIA, de militants des boîtes de transport... Un repas chaud, livré sur le site par la municipalité de Lormont a rendu le moment très convivial, celle d'Ambarès ayant, elle, fourni les infrastructures dès le début du blocage. L'ambiance était au beau fixe, l'intervention des flics ne faisant que renforcer la détermination à continuer avec d'autres actions ou à retenter le blocage du dépôt.

Lundi 18, la mobilisation reprenait avec les routiers de la zone qui bloquaient la plateforme d'approvisionnement des hypermarchés Auchan, empêchant tous les camions d'entrer et de sortir. La journée s'est terminée par un tractage massif appelant à étendre la grève et à la manifestation du 19. C'est en assemblée interprofessionnelle que se décideront les futures actions pour amplifier encore le mouvement.

**Bernard, Christine et Monica**

## Un dynamisme remarquable et plein d'espoir

Entretien avec Pierre Godard, ex-tête de liste NPA/Alternatifs en Paca

### Pourquoi cette tradition radicale de lutte à Marseille ?

Il faut croiser deux données. Marseille est une ville pauvre, fortement précarisée, où un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté et où le Smic est le salaire rêvé par beaucoup. Cette situation s'ajoute à une mémoire de lutte de classe fortement conflictuelle, qui se transmet à travers les générations militantes.

### Pourquoi cette place nouvelle du personnel communal ?

Les syndicats de ces secteurs ont, dès le 23 septembre, appelé à la grève reconductible. Une décision audacieuse prise en intersyndicale (SDU-FSU, CGT, Unsa, CFDT, CFTC). Dès le 24, elle a été soutenue très fortement dans les secteurs féminisés, en particulier les écoles, les crèches, les bibliothèques... Dans les écoles, une grève de plusieurs heures par jour, a

atteint les 80%, sans jamais tomber sous 30%. Il faut dire que la question des retraites y est hyper sensible : 56% de ces femmes partent avec moins de 860 euros. Les conséquences mesure de la réforme sont vite mesurées ! Peut-être cela donne-t-il une indication sur la place nouvelle prise par le prolétariat féminin dans les luttes. Elles ont entraîné des secteurs plus traditionnels, comme les éboueurs. Là, la grève a commencé le 11 octobre, suivie aujourd'hui à 90% chez les territoriaux et elle entraîne progressivement le privé. L'intersyndicale, qui travaille dans une ambiance unitaire remarquable, a vraiment fait un excellent travail !

### L'entrée de FO a-t-elle changé la donne ?

FO est le syndicat majoritaire, mais absent les premières semaines, il n'a rejoint que tardivement la mobilisation, poussé par sa base. Dans les écoles, c'était trois

semaines après ! Son propre apport est faible (150 personnes, le 15 octobre sur le Vieux Port), la grève se déroule essentiellement sans elle, largement autogérée, avec l'appui de l'intersyndicale.

### Quel est ton sentiment sur les liens créés ces dernières semaines entre les équipes militantes qui sont à l'avant-garde ?

Dans de nombreux secteurs, bien au-delà des territoriaux, des liens forts se sont tissés au-delà des appartenances syndicales. Les coordinations interprofessionnelles sur le tas se sont multipliées, avec des dialogues très riches sur le sens et les modalités de la lutte. Ajoutons-y les contacts avec les lycéens, et ça donne un fort espoir pour l'avenir. Il faut remonter à 1995 pour retrouver le dynamisme de ces équipes.

**Propos recueillis par Samuel Johsua**



## BDS : une victoire judiciaire, un encouragement à amplifier la mobilisation

J eudi 14 octobre le tribunal correctionnel de Pontoise devant lequel comparaissaient Omar Slaouti et Alima Boumediene Thiery, militants pour la paix et la justice en Palestine, a estimé que « l'action publique était éteinte » du fait de « l'irrecevabilité de la plainte ». Celle-ci avait été déposée par Sammy Gozlan (Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme), soutenu par la Chambre de commerce France Israël et Avocats sans frontières (constitués en partie civile). Le motif en était : « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne en raison de son origine ou de son appartenance ou non-appartenance à une ethnie, nation, race ou religion déterminée et entrave à l'exercice normale d'une activité normale ». En clair, pour avoir en avril 2009, dans le cadre de la campagne BDS (Boycott désinvestissement sanctions) appelé la clientèle d'un hypermarché Carrefour du Val-d'Oise, à boycotter les produits étiquetés comme provenant d'Israël. Dès la fin de la matinée, à l'appel des organisations du Collectif unitaire Palestine 95, 300 militants, venus parfois de très loin

(Belgique, Algérie, Grenoble, Perpignan, Mulhouse, Lyon) étaient présents pour soutenir Omar et Alima et réaffirmer la justesse du combat en faveur du peuple palestinien. L'objectif de cette campagne BDS est de dénoncer et mettre un terme au régime d'apartheid et colonial israélien. Il s'agit d'informer sur la vente de produits étiquetés « made in Israël » et qui sont avant tout les « fruits » d'un crime de guerre. Ils proviennent pour la plupart des territoires occupés et des colonies, ce qui est en totale opposition avec le respect des droits humains et la traçabilité des produits à l'exportation tel que cela ressort de l'arrêt Brita de la Cour européenne de justice du 25 février 2010. Pour cette cour, la seule frontière reconnue par l'ONU et le droit international est celle de 1949. De ce fait, Israël n'a aucun droit de délivrer des certificats d'origine s'agissant de produits fabriqués dans les territoires palestiniens. La loi du 9 août 2010, quant à elle, a transposé en droit français cet arrêt tel qu'il est défini par la Cour pénale internationale. Il existe désormais une définition du crime de colonisation dans le code pénal français

La partie civile espérait voir condamner Omar et Alima, et par la même occasion faire taire toute critique envers l'État d'Israël et sa politique colonialiste. C'est pour satisfaire la volonté politique du ministre de la Justice de poursuivre systématiquement les militants de cette campagne que le procureur avait décidé d'engager des poursuites à la suite de la plainte déposée par Sammy Gozlan. Le même qui en juillet 2010 s'est vu remettre la légion d'honneur par Hortefeux. Il s'agissait, par une condamnation exemplaire, de décourager les militants pour la paix et la justice en Palestine de

continuer et d'amplifier la campagne BDS. La décision du tribunal de Pontoise, même si le fond politique n'a pas été abordé, est une victoire qui est un premier coup d'arrêt à la volonté du gouvernement de nous réduire au silence. C'est un encouragement pour celles et ceux qui sont confrontés aux mêmes poursuites (Perpignan, Mulhouse, Paris, etc.). Comme à Pontoise, nous devons rester mobilisés pour faire échec à cette tentative de criminalisation de l'action politique et de solidarité avec le peuple palestinien.

**Sabine Nadal, Robert Pelletier**



Omar Slaouti. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

## Bordeaux, exigeons la relaxe des militants syndicaux

T reize militants syndicaux (un quartzième étant malheureusement décédé en 2009) comparaissent le vendredi 5 novembre devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, à la suite d'un conflit social qui s'est déroulé en mai 2005 dans le centre de tri de Bègles. Ils agissaient avec l'ensemble du personnel contre les suppressions d'emplois. La Poste a baladé les organisations syndicales. Elle a refusé de négocier, a préféré jouer le pourrissement provoquant ainsi l'exaspération du personnel. Pire, à la demande de la direction de La Poste, le préfet de la Gironde a fait intervenir le GIPN au matin du 26 mai

2005, alors que les postiers voulaient que la direction écoute leurs revendications. La Poste a voulu décapiter les équipes syndicales et mettre fin à toute velléité de résistance des personnels, face à ses projets de restructuration. En interne, elle a prononcé de lourdes sanctions administratives, un licenciement et des exclusions de fonction allant jusqu'à deux ans. Au terme de leur sanction, La Poste a refusé de réintégrer les militants dans le centre de tri. Elle les a dispersés dans plusieurs services du département sur des métiers différents. Elle a voulu, en déposant plainte, faire passer des syndicalistes et des postiers pour des délinquants et

criminaliser l'action syndicale. Les craintes qu'exprimaient les organisations syndicales se sont confirmées : La Poste a depuis fermé le centre de tri de Bègles et supprimé 450 emplois ! Les centres d'Agen, Dax, Périgueux, ont également fermé avec tout ce que cela implique : désastre social, multiplication des camions sur les routes, mobilités forcées, etc. Le 5 novembre, un rassemblement est organisé devant le tribunal de Bordeaux. **Michel Houleau** Vous pouvez aussi apporter votre soutien en signant la pétition : <http://relaxepostiers.rezisti.org>

## Annecy 2018, il est temps d'arrêter les frais !

L e 25 septembre, pour la seconde fois, plus 600 habitants du pays du Mont-Blanc manifestaient leur opposition à la candidature d'Annecy aux jeux olympiques d'hiver de 2018. L'ampleur de la mobilisation en a surpris plus d'un et ce n'est pas fini ! Philippe Métral-Boffod, élu NPA et seul à avoir voté contre dès le départ, bataille au conseil municipal d'Annecy pour dénoncer l'omerta qui pèse sur le dossier. Les enjeux sont colossaux : pour la seule candidature, 20 millions d'euros sont dilapidés (communication, lobbying, sponsoring...), un environnement bouleversé de façon irréversible, des terres agricoles sacrifiées, des équipements surdimensionnés vite obsolètes (67 millions d'euros pour un

anneau de vitesse non réutilisable, 35 millions d'euros pour remodeler la piste de descente hommes...), la porte ouverte à la spéculation immobilière, un hypothétique essor économique, des projets routiers contestables, dont l'objectif inavoué est de créer à terme un axe urbanisé en continu de 220 km entre Genève et Valence où les transports collectifs n'auront pas leur place. Le projet fait l'impasse sur le coût écologique du transport aérien et du développement des canons à neige. Quant au budget, les entreprises se décourvent déjà des oursins dans les poches au moment de financer la candidature, et les contribuables devront payer pour cette aventure où la mégalomanie le dispute à l'inconséquence.

Certains élus mesurent maintenant ce que signifie ce gâchis : une dette gigantesque, des équipements en inadéquation avec le développement harmonieux et raisonné du territoire, l'assèchement des finances publiques et plus aucun autre projet réalisable... La mobilisation du plus grand nombre est plus que jamais indispensable pour amener les promoteurs d'Annecy 2018 à arrêter les frais. Dans ce contexte, le Comité anti-olympique appelle la population à manifester largement son opposition aux JO d'Annecy le samedi 20 novembre à 14 heures sur le parvis de la mairie. **Correspondant** Infos : [www.comiteantiolympiqueannecy.com](http://www.comiteantiolympiqueannecy.com)

## Fête du NPA33 : au cœur des luttes !

Nous avons placé la fête du NPA 33 sous le signe de l'anticapitalisme et de l'antiracisme, ce 16 octobre. Nous étions dans le calendrier, ce jour d'intensification de la contestation contre la loi Besson et la réforme Woerth-Sarkozy ! Alors bien sûr, nous avons dû revoir l'organisation de la fête, annuler des débats. Mais malgré une journée bien remplie, plus de 350 militants, sympathisants, amis, se sont retrouvés après les manifs pour discuter et se détendre autour des stands associatifs et

politiques, de la librairie, de la buvette, de jeux, avant de partager un poulet Yassa et de finir par un concert chaleureux avec les groupes Délio et Afroguinguette ! Le meeting, avec la participation de Jean-Marie Harribey (Attac Copernic), Isabelle Ufferte pour la direction du NPA33, Charlie pour le comité jeunes, Carlos Abrantes pour les camarades de Ford en lutte, Josu Chueca d'Izquierda anticapitalista (État espagnol) et Myriam Martin pour la direction du NPA a été l'occasion de discuter de la crise économique, sociale et politique actuelle, des luttes en

cours, de leur approfondissement avec l'intervention massive de la jeunesse des lycées, et bien sûr des enjeux politiques avec les réponses à apporter à la crise. Le camarade espagnol soulignait à quel point une victoire en France contre ce gouvernement de droite serait un encouragement pour lutter en Espagne contre les mêmes attaques... du gouvernement socialiste de Zapatero. Une soirée particulièrement réussie pour mieux continuer le combat !



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

## S'abonner à Tout est à nous !

**Par prélèvement automatique**  
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**Tarif standard**  
 Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**  
 Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :  
**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

**Titulaire du compte**  
Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
CODE ÉTABLISSEMENT : ..... CODE GUICHET : .....  
N° DE COMPTE : .....  
CLÉ RIB : .....

Date : .....  
Signature : .....

**Établissement teneur du compte**  
Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque, à l'ordre de :** NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**  
**Tarif standard**  
Hebdo  6 mois  1 an  
                   28 euros  56 euros  
Mensuel  6 mois  1 an  
                   22 euros  44 euros  
Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
                                   50 euros  100 euros

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**  
Hebdo  6 mois  1 an  
                   20 euros  40 euros  
Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
                                   38 euros  76 euros

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)





### Boues rouges en Hongrie.

Il pleut en Hongrie depuis le dimanche 17 octobre, ce qui fragilise le mur nord d'un autre bassin de boues rouges de l'usine hongroise Mal. S'il cède, il entraînera avec lui un nouveau déversement de boues rouges extrêmement alcalines, contenant de l'arsenic, de la soude caustique et des métaux lourds. Le mur de protection construit à la hâte protégera le village de Kolontar mais pas la petite ville de Deveser. Aucune évacuation de la population n'est pour l'instant demandée. Celle-ci sera avertie, devra monter sur une colline et attendre des bus de transports publics, l'armée ayant été évacuée des lieux. Deux cités sont en danger immédiat et la Gauche verte hongroise demande au gouvernement de les faire évacuer de toute urgence. La région est dangereuse. Il existe ainsi un ensemble d'habitations près des réservoirs où il n'y a aucun vieux car tout le monde y respire des poussières toxiques depuis 20 ans et meure du cancer.

### Hôpital Tenon : la coupe est pleine.

Le personnel de l'hôpital de Tenon (Paris 20<sup>e</sup>) continue sa lutte contre le manque chronique de personnel soignant, notamment d'infirmiers. Le 2 octobre, les urgences ont dû fermer et les patients être

redirigés sur d'autres hôpitaux, une infirmière assurant seule l'accueil pendant douze heures. Une première qui montre l'état de crise dans lequel a été mis cet hôpital. Cette lutte a lieu au moment où l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) veut regrouper ses 37 hôpitaux en 12 groupes, cherchant ainsi à supprimer 4000 postes d'ici 2012. Comme seule réponse aux revendications, la direction de Tenon a assigné 95% du personnel et utilise des emplois infirmiers intérimaires. 58 postes d'infirmières ne sont pas pourvus et le personnel est obligé depuis des mois de faire des heures supplémentaires, faute de relève, sans que la direction ne réagisse. La fermeture de lits entraîne l'engorgement de l'hôpital et le personnel, soutenu par une grande part des médecins, n'accepte plus une situation qui met en cause la qualité des soins. Il exige la relance du recrutement de personnel soignant titulaire.

### Hadopi, ils ont rien compris.

Free semblait avoir tout compris en menant une résistance face à l'Hadopi, un peu comme un Don Quichotte du 21<sup>e</sup> siècle, mais le voilà, sous la pression de l'État, renvoyé dans ses cordes. Depuis le 18 octobre, le fournisseur d'accès à Internet envoit lui aussi ses premiers mails

d'avertissements aux abonnés-pirates. Alors, coup de pub ou résistance avortée? Après avoir dénoncé le flou juridique et l'aspect financier haut et fort, l'opérateur se serait plié à un nouveau décret « anti-free » prévoyant une amende de 1 500 euros pour tout mail bloqué par un opérateur... Du côté des internautes, la bataille n'est pas finie, et le seul objectif reste l'abrogation pure et simple de cette loi qui déjà montre ses faiblesses tant sur sa mise en place que son intérêt. D'ailleurs, côté gouvernement, les ministres viennent enfin de comprendre qu'ils n'y comprenaient rien et tentent ainsi de créer cinq « labs » animés par des experts et des internautes cobayes pour rôder leur loi... Ça promet.

### Forum social de l'Oise.

Samedi 16 octobre, le forum social de l'Oise a réuni, à Clermont-de-l'Oise, de nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives : FSU, CGT, Comité de défense de l'hôpital de Creil, Attac, Solidarité migrants, Front de gauche, NPA, Fédération anarchiste, LDH, Quinoa, etc. Une centaine de personnes ont participé à ce forum, portant sur le thème « Penser globalement, agir localement ». Le NPA a présenté une table de presse,

**Le chiffre**  
**3%**

**C'est la nouvelle hausse des tarifs d'EDF que prépare le gouvernement, deux mois seulement après la dernière augmentation de 3,4%. Il s'agit maintenant de financer le rachat obligatoire par EDF de l'électricité produite par l'énergie solaire et qui représente 5% de la facture faite aux particuliers. Dans la vision libérale du monde du gouvernement, ce n'est pas aux actionnaires d'EDF de payer cette contribution. Il préfère les laisser jouer au Monopoly mondial avec l'ancien service public et risquer de perdre beaucoup d'argent suite à leur investissement de 4,5 milliards d'euros pour une nouvelle centrale aux États-Unis.**

vendant de nombreux livres et échangeant avec plusieurs personnes plutôt intéressées par nos idées. Un premier débat « 1851-1999 : 150 ans d'immigration en Picardie » a été particulièrement suivi, notamment par les représentants des grévistes sans papiers de Creil. Ce débat a fait écho au rassemblement contre la loi Besson le jour même devant la sous-préfecture de Clermont. Les participants ont ensuite assisté à deux interventions, l'une portant sur les dangers d'un nouvel incinérateur dans l'Oise, l'autre sur la proposition de la mairie de Montataire d'instaurer une offre triple-play (internet, téléphone, télévision), sous régie publique communale. Le forum s'est achevé par un débat sur les conséquences de la crise financière, notamment sur l'industrie isarienne et les retraites, et sur les alternatives à la politique libérale. Ce forum fut l'occasion de partager des solutions parfois divergentes (notamment sur les Scop) et d'imaginer des alternatives politiques et économiques sur le long terme. Seule ombre au tableau : l'impression de se retrouver entre militantEs déjà convaincuEs.

**Grève du lait.** Le 14 octobre, des militants de la Confédération paysanne se sont fait déloger de la Maison du lait, à Paris, par les forces de police. Ils l'occupaient depuis 37 jours. Trois d'entre eux étaient en grève de la faim depuis dix-huit jours. Leur revendication est pourtant simple : en tant que syndicat représentatif des producteurs de lait, pouvoir siéger dans les instances de décision de la profession (orientation économique de la production du lait, indicateurs de fixation du prix du lait). Autrement dit, ils réclament l'application de la démocratie en agriculture, la participation de la Confédération paysanne au conseil d'administration des interprofessions. Le respect du pluralisme est un élément incontournable de l'avenir de l'agriculture. Il en est du devoir de permettre à tous les paysans d'être représentés et à toutes les agricultures d'être défendues. Ces militants ont reçu ces dernières semaines de nombreux soutiens de syndicalistes et partis politiques. La grève de la faim continue... jusqu'à satisfaction !

## LOI BESSON

### Non à la politique de la peur !



Rouen, le 16 octobre. La manifestation contre la réforme des retraites passe devant le rassemblement contre les mesures Besson. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ESSA KAMINO)

## “ NO COMMENT ”

Ce qui se passe aujourd'hui en France est ridicule. Il s'agit d'une manipulation de la part des syndicats. [...] En Espagne, l'âge de la retraite est de 67 ans.

GÉRARD DEPARDIEU

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6500 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr